

# RÉ- SOLUTIONS

POUR UN MONDE JUSTE  
ET FRATERNEL

SUPPLÉMENT AU JOURNAL MESSAGES N° 754 - FÉVRIER 2022

COMPRENDRE

## CHÔMEURS : ACCOMPAGNER PLUTÔT QUE SANCTIONNER

ÉLECTIONS 2022

NOS 17 PROPOSITIONS  
POUR FAIRE DURABLEMENT  
RECULER LA PAUVRETÉ

INNOVER

LE PARI DU « AGIR AVEC »



Secours  
Catholique  
Caritas France



31

06

28

14

**04 NOTRE PLAIDOYER**

Prenons le parti de la fraternité

**06 INNOVER**

Le pari du « agir avec »

**11 DÉBATTRE**

Faut-il (continuer à) dématérialiser les services publics ?

**14 COMPRENDRE**

14 **Enquête.** Chômeurs : accompagner plutôt que sanctionner

22 **L'entretien :** « Les contrôles n'ont pas un objectif exclusivement répressif »

26 **Ici et là-bas.** Permettre aux jeunes de prendre conscience de leurs capacités

27 **Des outils pour comprendre**

**28 RENCONTRER**

**ABDUL SABOOR.** Quand photographe est une nécessité vitale

**31 EXPLORER**

Sous les pavés, le pré

**38 POINT DE VUE**

**ABDUL SABOOR.** « Je sens à nouveau la fumée, le froid, l'obscurité. »

**39 LE REGARD DE BESSE ET ÉRIC LA BLANCHE**

Qui ruiselle ment

**RÉ-  
SOLUTIONS**

Supplément au trimestriel *Messages du Secours Catholique-Caritas France* :

106, rue du Bac – 75341 Paris CEDEX 07  
Tél. : 01 45 49 73 00 • Fax : 01 45 49 94 50

**Présidente et directrice de la publication :**

Véronique Devisé

**Directrice de la communication :**

Agnès Dutour

**Rédacteurs en chef :**

Emmanuel Maistre (7576)

Clarisse Briot (7339)

**Rédacteur en chef adjoint :**

Jacques Duffaut (7385)

**Rédacteurs :**

Aurore Chaillou (5239)

Benjamin Sèze (5239)

Cécile Leclerc-Laurent (7534)

**Rédacteur-graphiste :**

Guillaume Seyral (7414)

**Rédactrice photo :**

Elodie Perriot (7583)

**Correction :**

Corinne Lebel

**Imprimerie :** Imaye Graphic © Messages du Secours Catholique – Caritas France, reproduction des textes, des photos et des dessins interdite, sauf accord de la rédaction. Le présent numéro a été tiré à 56 562 exemplaires.

**Dépôt légal :** n° 111 527

**Numéro de commission paritaire :**

1122 H 82430 / Édité par le Secours Catholique – Caritas France.

**Photo de couverture :**

Christophe Hargoues / SCCF



Ce produit est imprimé par une usine certifiée ISO 14001 dans le respect des règles environnementales.



Gael Kerbaol / SCSF

## ÉDITORIAL

# INVITER NOS ÉLUS À LA NOBLESSE DE LEUR FONCTION

PAR **JEAN MERCKAERT** DIRECTEUR ACTION PLAIDOYER FRANCE EUROPE DU SECOURS CATHOLIQUE

“

LE MONDE JUSTE ET FRATERNEL QUE NOUS APPELONS DE NOS VŒUX A BESOIN DE POLITIQUES JUSTES ET FRATERNELLES

”

« *L*a politique est une vocation très noble, une des formes les plus précieuses de la charité, parce qu'elle cherche le bien commun ». Ce rappel, par le pape François (*Fratelli tutti*, § 180), d'une constante de la pensée sociale catholique, résonne aussi comme un appel. C'est cet appel à la noblesse de leur fonction que le Secours Catholique entend relayer auprès des responsables politiques, afin qu'ils mettent leur parole et l'exercice de leur mandat au service du bien commun, qui suppose une attention prioritaire aux plus vulnérables comme à notre planète malmenée. Demander un mandat à ses concitoyens, c'est faire la promesse de se mettre au service. Et c'est bien l'esprit qui habite une majorité de nos élus. C'est le plus souvent un engagement sans compter, doublé d'une prise de risques, par laquelle on est obligé à des compromis, on s'expose aux incompréhensions, aux déceptions. Rarement, on est remercié. Noble vocation. Mais qu'il est escarpé, le chemin qui mène aux plus hautes responsabilités nationales ! La bataille est si rude qu'elle pousse au clivage pour exister, à l'outrance pour discréditer, à attiser les peurs pour paralyser la réflexion. Et l'on risque, collectivement, d'en perdre le cap. Au Secours Catholique, notre boussole est claire : nous prenons le parti de la fraternité. C'est cette fraternité vécue, au quotidien, dans notre action d'accueil, d'écoute, d'aide et d'accompagnement des plus précaires en France, dans notre dialogue avec nos partenaires à travers le monde, qui fonde notre attente de justice. En France, derrière les 9 millions de personnes sous le seuil de pauvreté, les 12 millions en précarité énergétique, les 4 millions mal logées, les 3 millions durablement privées d'emploi, les 7 millions bénéficiaires de l'aide alimentaire, les familles évacuées de leurs campements de fortune, les populations obligées de fuir leurs terres... nous mettons des visages. Avec elles, nous cherchons des solutions. Cela fait toute la différence. Cela interdit l'indifférence. Cela interdit l'accoutumance. Cela interdit le fatalisme. Nous tirons de notre expérience la conviction que la fraternité peut renverser des montagnes. Mais le monde juste et fraternel que nous appelons de nos vœux a besoin de politiques justes et fraternelles pour advenir. Garantir à chacune et chacun une planète habitable, un traitement respectueux, un logement décent, un emploi décent, un revenu décent, une alimentation digne, c'est possible. Les propositions que nous défendons en attestent : tout n'a pas été tenté. Alors, et si on essayait ? Aux candidats comme aux élus, nous poserons la question, inlassablement. Afin de les rappeler à l'exigence de leur noble vocation. ■

NOTRE PLAIDOYER



# PRENONS LE PARTI DE LA FRATERNITÉ

NOS 17 PROPOSITIONS POUR FAIRE RECULER  
LA PAUVRETÉ EN FRANCE ET DANS LE MONDE

## RENDRE EFFECTIF L'ACCÈS À UN TRAVAIL OU À UN REVENU DÉCENT POUR TOUS

**1** Rendre effectif le droit à l'emploi et à l'accompagnement des chômeurs de longue durée, en partant des territoires et en s'appuyant sur les acteurs locaux.

**2** Assurer un revenu minimum garanti décent à tous ceux qui en ont besoin.

## PERMETTRE UN ACCÈS DIGNE À L'ALIMENTATION DURABLE ET DE QUALITÉ POUR TOUT LE MONDE

**3** Assurer à chacun les moyens d'accéder à une alimentation de qualité.

**4** Développer une alimentation durable et de qualité disponible et accessible.

**5** Associer les personnes en situation de précarité aux décisions sur leur alimentation.

# NOTRE PLAIDOYER

## ACCOMPAGNER TOUTES LES PERSONNES SANS-ABRI, DE LA RUE AU LOGEMENT

**6** Renforcer les dispositifs destinés à repérer, à rencontrer et à accompagner les personnes à la rue pour leur permettre d'en sortir directement.

**7** Offrir des conditions d'habitat dignes à toutes les personnes sans domicile.

**8** Investir massivement et durablement dans le développement de logements accessibles aux ménages à très faibles revenus, et s'assurer que les logements disponibles leur bénéficient prioritairement.

## RÉNOVER TOUTES LES PASSOIRES THERMIQUES OCCUPÉES PAR DES MÉNAGES MODESTES

**9** Renforcer les aides financières à la rénovation des logements pour que le manque de ressources cesse d'être un obstacle pour les ménages les plus précaires.

**10** Déployer et financer sur l'ensemble du territoire, dans le cadre de « France Rénov' », le nouveau service public de la rénovation de l'habitat.

**11** Instaurer une obligation de rénover les logements de façon à ce qu'ils soient vraiment bien isolés, en échange d'un accompagnement adapté des propriétaires.

## TRAITER LA SITUATION DES PERSONNES MIGRANTES DANS LE RESPECT DE LA DIGNITÉ

**12** Préserver l'intégrité des personnes, qui tentent d'accéder au territoire français ou européen, et qui sont potentiellement en danger, avant toute autre considération.

**13** Porter une attention spécifique aux mesures de protection que requièrent les personnes particulièrement vulnérables.

**14** Faciliter l'accès à un titre de séjour et de travail pour permettre aux personnes étrangères concernées de s'intégrer, de contribuer et de vivre comme tout un chacun.

**15** Renoncer à l'application, en France, du règlement européen de Dublin.

## MENER UNE TRANSITION ÉCOLOGIQUE JUSTE ET SOLIDAIRE

**16** La France doit prendre toute sa part à une trajectoire de réduction des émissions de gaz à effet de serre en respectant l'Accord de Paris : pour cela avoir des objectifs ambitieux dans les secteurs émetteurs de gaz à effet de serre et adopter des mesures d'accompagnement social adaptées aux besoins des personnes précaires, en matière d'isolation du logement, d'accès à des moyens de transport propres et à une alimentation respectueuse de l'environnement.

**17** À l'international, notre pays doit promouvoir des politiques de transition écologique ambitieuses et respectueuses des droits humains.

SCANNEZ LE QR CODE

**POUR EN SAVOIR PLUS SUR LES PROPOSITIONS DU SECOURS CATHOLIQUE EN VUE DES ÉLECTIONS EN 2022.**





CHRISTOPHE MARQUES/SCOP

## LE PARI DU « AGIR AVEC »

PAR **BENJAMIN SÈZE**

Pour éviter d'apporter des réponses inadaptées à un besoin, le mieux est finalement de consulter les premiers concernés. C'est le principe de la participation : impliquer les personnes dans l'analyse de leur situation et dans la recherche de solutions. À Montpellier et à Vannes, les équipes locales du Secours Catholique ont fait ce choix.

▲ À Montpellier, l'épicerie solidaire du Secours Catholique a complètement repensé son fonctionnement à partir des besoins et propositions d'améliorations exprimés par ses adhérents.

Jusqu'à sa fermeture en mars 2020, à cause de la pandémie de Covid 19, l'épicerie sociale tenue par le Secours Catholique, à Montpellier tournait bien. Les rayons approvisionnés par la banque alimentaire étaient fournis. Et une cinquantaine de personnes et de familles venaient chaque semaine remplir leur cabas. Pourtant l'équipe de bénévoles qui gère le lieu n'était pas totalement satisfaite. « On ressentait qu'il y avait beaucoup de gaspillage », explique Sonia

Ghedjati, l'une des bénévoles. Une étude effectuée pendant six mois autour du flux des produits vient confirmer cette impression. « Plus de 40 % des denrées qu'on nous donnait restaient sur les étales, rend compte Sonia. Surtout des boîtes de conserve, mais aussi des fruits, des légumes et de la viande particulièrement périssables. » La question de l'adéquation entre l'offre et les besoins des adhérents se pose alors. Et lorsque survient la crise du Covid, qui contraint l'association à fermer les locaux pendant de longs mois, l'équipe sait déjà qu'elle ne reprendra pas l'activité comme avant. « Plusieurs d'entre nous avaient envie d'une action plus participative, notamment pour répondre plus justement aux besoins des personnes », raconte Geneviève Silberstein, la responsable. Malgré la ferme- >>



## LES BESOINS IDENTIFIÉS

## ASSOCIER LES PERSONNES

### Pour quoi ?

- ▶ Pour répondre au plus près des besoins
- ▶ Pour susciter l'adhésion à un projet ou un changement.
- ▶ Pour redonner du pouvoir d'agir aux personnes sur leur situation et sur leur vie.

### L'IDÉE



**Construire ensemble. Consulter les personnes concernées pour identifier les problèmes et les besoins, et les impliquer dans la recherche et la mise en oeuvre des solutions.**



### ▶ AVEC QUI ?

Les habitants d'un quartier, les adhérents ou les habitués d'un lieu, les participants à une activité ou un groupe de parole...

Les bénévoles, les autres acteurs sociaux, les élus, les institutions.



## LES OBJECTIFS

**La coopération :**  
En permettant à chacun de prendre une place active dans l'action, on ouvre l'horizon des solutions possibles.

**La transformation sociale :** En développant les capacités d'agir des personnes, on permet que les choses s'améliorent de façon durable à l'échelle individuelle comme collective.

**L'adéquation du projet :**  
Les personnes concernées savent le mieux les difficultés qu'elles rencontrent et ce dont elles ont besoins.



## LES LEVIERS DE LA RÉUSSITE

- ▶ Prendre le temps de créer un lien de confiance. Être à l'écoute des personnes et valoriser leur apport.
- ▶ Établir ensemble une charte de conduite ou de fonctionnement dans le groupe.
- ▶ Vivre des temps conviviaux. Fêter les réussites (petites et grandes).
- ▶ Consentir à ne pas tout maîtriser et accepter le temps long.
- ▶ Faire confiance aux personnes, les mettre en position de décider et respecter ces décisions.
- ▶ Ne pas se décourager face à des imprévus ou lorsque la dynamique semble s'essouffler.
- ▶ Proposer sans imposer.

» ture du lieu, le lien est maintenu avec une vingtaine d'adhérents, essentiellement des femmes, par le biais de paniers solidaires de fruits et de légumes biologiques. C'est avec elles que sera pensée la future épicerie. Lorsqu'il leur est proposé de s'investir dans le projet, certaines acceptent avec plaisir, d'autres déclinent « *par manque de temps, à cause de la barrière de la langue, ou parce qu'elles sont dans la recherche d'une aide, sans forcé-ment, avoir envie de s'impliquer* », explique Anne, une bénévole.

## Lien de confiance

Fédérer autour d'une démarche participative ne va pas de soi. « *Il faut d'abord que s'instaure un lien de confiance, que les personnes comprennent qui vous êtes, ce que vous leur voulez et pourquoi* », souligne Mireille Wilhelm, animatrice au Secours Catholique, à Vannes, et initiatrice d'une mobilisation d'habitants dans le quartier

Square Morbihan. C'est grâce au Fraternibus<sup>1</sup> du Secours Catholique et par l'entremise d'autres acteurs sociaux, reconnus dans le quartier, que la jeune femme et les bénévoles impliqués dans le projet ont pu facilement entrer en contact avec les



**DANS UNE DÉMARCHÉ PARTICIPATIVE, ON DÉPEND DE LA DISPONIBILITÉ DES GENS. IL FAUT AUSSI DU TEMPS POUR QUE CHACUN OSE S'EXPRIMER.** »

résidents. « *Sans ces entrées, cela aurait été compliqué, assure-t-elle. Ici, si vous faites du porte-à-porte, les gens ne vous ouvrent pas.* » Les réponses à un questionnaire distribué à une cinquantaine d'habitants, notamment à l'aide du Fraternibus, valident les observations faites par Mireille : les personnes interrogées

font part d'un besoin de lien social. Il manque, selon elles, un lieu convivial où se rencontrer pour échanger, boire un café...

À Montpellier, la consultation prend la forme d'entretiens individuels où chacun s'exprime sur son rapport à l'alimentation, à la cuisine, sur ses goûts et ses habitudes alimentaires, sur ses contraintes pratiques et financières ; dit, aussi, ce qu'il attend du futur lieu, comment il le conçoit idéalement. « *On a eu des surprises, des choses qu'on n'imaginait pas* », confie Geneviève. Consultée, Halima Benyamina, 49 ans, a émis, avec d'autres, l'envie d'un lieu ouvert à tous avec des tarifs différenciés selon les revenus. « *Le Secours Catholique, c'est pour tout le monde, pas que pour les "mendiants", dit-elle. C'est important que des personnes dans des situations différentes se croisent. Et puis, si certaines peuvent payer plus que les autres, c'est bien pour équilibrer les comptes.* »

## Expérimentation

À Vannes, l'équipe du Secours Catholique met en place un groupe de travail avec les autres acteurs sociaux et une quinzaine d'habitants volontaires. Au fil des rencontres, un premier projet éclot : l'organisation d'une fête de quartier pendant l'été. « *C'était une première étape pour se rassurer, vérifier qu'il y avait du répondant dans la population* », précise Mireille. Devaient suivre la création d'une association d'habitants, puis, à terme, l'ouverture d'un espace de vie sociale. « *Dans une démarche participative, le temps est plus long, observe Geneviève Silberstein. D'abord, on dépend de la disponibilité des gens. Ensuite, il faut un temps pour que chacun se sente légitime pour s'exprimer, donner son avis. Puis, on expérimente en prenant le risque de se tromper.* »



## REGARD

**CLAIRE LELOGE, ADHÉRENTE À L'ÉPICERIE DU SECOURS CATHOLIQUE, À MONTPELLIER**

### « SE SENTIR RECONNUE, PERMET D'AVANCER »

Lorsqu'on monte un projet, c'est important de laisser la parole aux personnes concernées, de les interroger sur ce qu'elles souhaiteraient et pourquoi. D'abord, pour répondre au plus près de leurs besoins. Ensuite, pour susciter leur adhésion, surtout quand il s'agit de changements qui vont avoir un impact sur leur fonctionnement au quotidien. Pour la personne, être consultée et impliquée, c'est très valorisant. Elle est considérée, elle existe. Elle ne se dit plus : « *Je vais dans un lieu pour les pauvres* », mais : « *Je participe à un projet* ». C'est un regard différent sur les personnes en précarité qui fait beaucoup de bien. Et puis, concrètement, venir à des réunions, discuter, échanger, rompt la solitude. Se sentir entourée et reconnue rebooste le moral. Cela permet d'avancer. ■



CHRISTOPHE HARGOUES / SCSF

*C'est donc nécessaire d'avancer petit à petit, par étapes. Même si ce temps long n'est pas forcément compris par tout le monde.* » Début janvier, lors d'une réunion de travail rassemblant bénévoles et adhérents, une question était soumise : faut-il arrêter de s'approvisionner auprès de la banque alimentaire ? En effet, certains bénévoles, dont Geneviève, souhaitent, pour des raisons éthiques et à cause de la qualité des produits, ne plus dépendre des invendus des supermarchés. Mais plusieurs adhérents, comme Khadija Mohamat, n'étaient pas d'accord. « *Le problème, si on ne prend pas les produits de la banque*

*alimentaire, c'est qu'ils vont être jetés alors qu'ils sont encore consommables. C'est du gaspillage* », explique la jeune femme. D'autres, pour des raisons financières, ont dit préférer une offre plus équilibrée mêlant des bons produits et des aliments de moins bonne qualité, mais du coup moins chers. « *Quand on consulte les personnes, il faut accepter de ne pas tout maîtriser, et donc de changer d'orientation. [On ne va pas] là où on comptait emmener tout le monde* », explique Geneviève.

Mireille Wilhelm confirme : « *Au départ, on a l'impression qu'il faut qu'on apporte la solution. En fait, pas*

*du tout. Il faut faire confiance aux personnes dans l'analyse de leurs besoins et des réponses à trouver.* » À Vannes, malgré la réussite de la fête organisée, le projet initial de création d'un lieu de vie a été abandonné. L'annonce d'une réhabilitation prochaine du quartier et du relogement, ailleurs, de ses résidents est venue bouleverser les priorités. « *Les habitants ont exprimé le souhait de monter un collectif pour défendre leurs intérêts face à la mairie et au bailleur social. On s'est donc mis à travailler dans ce but* », raconte Mireille.

## Démocratie représentative

Mais au bout de quelques semaines, la plupart des résidents impliqués font marche arrière. Ils craignent d'être pénalisés, par le bailleur social, en étant mal relogés. Le collectif ne voit pas le jour. « *Il faut accepter cela*, commente Mireille. *Se dire que ce n'est pas notre projet, mais celui du groupe, et, que si le groupe n'est plus, le projet n'a plus lieu d'être.* »

À Montpellier, Geneviève réfléchit à la suite, lorsque l'épicerie aura complètement réouvert et atteint son rythme de croisière. « *Pour l'instant, on est dans une démarche expérimentale avec une vingtaine de personnes qu'on connaît bien, qu'on peut facilement consulter, souligne-t-elle. Mais lorsque nous serons plus nombreux, le fonctionnement ne pourra plus être le même.* » Elle imagine un conseil d'administration composé pour moitié de bénévoles, pour l'autre d'adhérents. « *On passerait d'une démocratie directe à une démocratie représentative* », s'amuse-t-elle. ■

<sup>1</sup> Véhicule équipé du Secours Catholique à bord duquel les bénévoles de l'association se rendent sur les places des villages et des quartiers à la rencontre des habitants en difficulté.

ILS Y PENSENT AUSSI PAR CLARISSE BRIOT



MEXIQUE

## APPUI À DES COMMUNAUTÉS LOCALES

Dans la région de la Sierra Norte de Veracruz, la communauté Jalamelco, inquiète de la pollution des eaux due à l'implantation d'une société minière, a pris position contre ce type d'activités. L'ONG Fomento accompagne cette population dans sa démarche de sensibilisation des villages exposés aux mêmes menaces, et dans l'organisation de la mobilisation, en particulier au moyen d'une radio. « *C'est la communauté qui fixe les limites de la mobilisation* », souligne Ismael Flores Rosado, qui suit le projet pour le Secours Catholique. ■

AEQUITAZ

## DES PARLEMENTS LIBRES DE JEUNES

Experte dans l'accompagnement de collectifs, l'association Aequitaz, située en Auvergne-Rhône-Alpes, déploie des Parlements libres de jeunes adultes. Ces espaces d'expression rassemblent des participants d'horizons variés – qui se sont inscrits individuellement ou par des réseaux d'éducation populaire, leur permettant de partager leurs préoccupations et de formuler des propositions concrètes. Cette initiative est née du double constat que ce public, particulièrement touché par la précarité, est trop peu écouté et qu'il n'est pas associé aux politiques qui le concernent. Un partenariat avec la Cnaf a été signé en 2020 et un livre blanc des propositions des jeunes est en projet. ■

+ Plus d'infos sur : [www.aequitaz.org](http://www.aequitaz.org)

COLLECTIFS D'HABITANTS

## DES « TABLES DE QUARTIER »

À la suite d'une expérimentation nationale du dispositif, les « Tables de quartier » sont devenues une réalité dans une vingtaine de quartiers prioritaires de Marseille. Ces lieux d'expression sont investis par des collectifs d'habitants épaulés par un animateur. Son rôle est d'appuyer leurs capacités de mobilisation autour d'enjeux partagés, ayant trait à leur cadre de vie. Dans le XI<sup>e</sup> arrondissement, un collectif d'habitants se mobilise, par exemple, avec de premiers résultats pour la réhabilitation de 200 logements vétustes au sein de leur résidence. ■

+ Plus d'infos sur : [laligue13.fr/les-tables-de-quartier](http://laligue13.fr/les-tables-de-quartier)

RETOUR SUR...

## LE HAMEAU SAINT-FRANÇOIS, ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

Ouvert depuis juin 2019, l'Éco-hameau solidaire Saint-François à Draguignan se compose de 39 logements écologiques à faibles charges où vivent 60 à 70 personnes fragiles. Dans ce lieu de vie, elles peuvent acquérir une plus grande autonomie et dépendent moins des travailleurs sociaux. La propriété a été léguée au diocèse

par une femme sans descendance afin d'y accueillir les blessés de la vie. L'Union diocésaine du Var (UDV) a confié la construction des logements à Habitat et humanisme, et a fait appel à Ludovic de Lalaubie du Secours Catholique pour y tenter une expérience de vivre-ensemble. Depuis trois ans, les habitants se félicitent du cadre et du confort de vie. Ils peuvent par-

tager un grand jardin, des aires de jeu, une chapelle, des salles communes pour se réunir ou prendre des repas ensemble. Le hameau réserve aussi un grand appartement pour accueillir des hôtes de passage ou met son champ d'oliviers à la disposition de scouts-compagnons qui, tous les étés, viennent planter leurs tentes et aider aux travaux du hameau. ■ J.D.

# FAUT-IL (CONTINUER À) DÉMATÉRIALISER LES SERVICES PUBLICS ?

**CONTEXTE.** Le mouvement de dématérialisation des démarches administratives est enclenché.

**Le gouvernement ambitionne notamment de dématérialiser, d'ici mai 2022, les 250 démarches les plus utilisées par les citoyens. Cette numérisation des services ne va pas sans conséquence pour une partie de la population, peu ou mal connectée.**

**Quelles propositions, quels accompagnements ?**



**YVONNE DEVISE,**

PRÉSIDENTE NATIONALE  
DU SECOURS CATHOLIQUE – CARITAS FRANCE

**AMÉLIE DE MONTCHALIN,**

MINISTRE DE LA TRANSFORMATION  
ET DE LA FONCTION PUBLIQUES.

**V. D. :** La dématérialisation permet de gagner du temps pour la majorité de nos concitoyens, et pour les administrations. Mais nous nous préoccupons de la frange de la population qui n'est pas connectée. Treize millions de personnes en France souffrent d'illectronisme<sup>1</sup>. Nous côtoyons une partie de ce public qui nous parle des difficultés rencontrées. Ce sont des jeunes, diplômés ou non, des ménages à bas revenus, des personnes âgées et des personnes en situation de handicap. Pour beaucoup, cet illectronisme empêche l'accès aux droits. C'est le cas d'un tiers des personnes que nous accueillons.

**A. de M. . :** Ma priorité, depuis le début de cette crise sanitaire, est

que nos services publics restent ouverts, qu'ils continuent d'accueillir ceux qui sont en plus grande fragilité afin qu'ils n'accroissent pas les délais de réponse pour tous les Français. Mon combat, c'est de concilier numérique et proximité. Et donc d'agir à la fois pour le « bon » numérique – simple, ergonomique, accessible à tous – et pour une refonte profonde des lieux de proximité des services publics du quotidien, à travers le programme France services. Je suis d'accord avec vous : le numérique bien fait est une bonne chose. C'est pour cela que je rends compte tous les trimestres de la qualité des démarches en ligne. Ces 250 démarches, que nous voulons nu-

mériser, nous voulons le faire correctement. Ce numérique-là est d'ailleurs plébiscité par les associations qui accompagnent les personnes en situation de handicap, il l'est aussi par la population en milieu rural. Ensuite, nous voulons accompagner ceux qui sont les plus éloignés du numérique. C'est pourquoi nous déployons 4 000 conseillers numériques France services sur l'ensemble du territoire qui apporteront leur aide pour utiliser les outils numériques à ceux qui le souhaitent. Enfin, il y a des personnes qui, pour une raison ou pour une autre, seront toujours étrangères au numérique. Pour elles, nous avons mené depuis deux ans une réouverture massive de lieux >>>

# DÉBATTRE



XAVIER SCHWIBEL / SCOP

“

**AMÉLIE DE MONTCHALIN**

D'ici fin 2022, il y aura un espace France services à trente minutes de chacun des citoyens. Ce maillage fin est notre priorité.

”

**VÉRONIQUE DEVISE**

“

Il faut conserver des personnes pour accueillir car les 20 % qui n'ont pas accès aux services aujourd'hui risquent d'être encore plus éloignés de leurs droits demain.

”

» d'accueil de proximité : France services. Ce sont 2 000 lieux d'accueil (sur un objectif de 2 500 cette année) qui rassemblent les neuf services publics du quotidien. Nous déployons aussi des modèles innovants : des bus, des numéros de téléphone uniques... et c'est un vrai accompagnement puisque 82 % des personnes qui ressortent d'une antenne France services ont obtenu une solution. Alors oui, le numérique, c'est le XXI<sup>e</sup> siècle et cela fonctionne pour 80 % de la population, mais nous ne renierons jamais l'importance de la proximité. Je pense que nos objectifs sont convergents.

**V.D. :** Vous dites assurer l'accès au numérique à 80 % de la population, mais, nous, nous pensons aux personnes à la rue, en logement précaire, à celles qui vivent à l'hôtel – l'hôtel profitant parfois de leur situation pour réclamer dix euros par jour pour le wifi au public étranger. Nous côtoyons une population qui n'est ni forcément logée ni équipée.

**A. de M. :** Tous les espaces France services ont des postes informatiques et des imprimantes en libre accès, ainsi que des personnes formées pour accompagner les publics les plus éloignés des démarches administratives. Notre objectif est bien que 100 % de la population bénéficie de ce réseau. C'est pourquoi il ne faut pas que l'on se vive, vous et nous, comme des concurrents, mais bien comme des partenaires, au service des plus fragiles.

**V.D. :** En effet, mais nous vous alertons sur cette frange de la population qui n'ira pas forcément dans les maisons France services. Ces personnes, nous les accueillons dans nos équipes locales, et nous essayons de les accompagner au mieux, en créant avec elles un lien fraternel qui permet la confiance. Elles ont besoin qu'on les accompagne, même si c'est pour se rendre dans une administration ou une maison France services, si toutefois il y en a une à proximité.

**A. de M. :** D'ici fin 2022, il y aura un espace France services à trente minutes de chacun des citoyens. Ce maillage fin est notre priorité, c'est pourquoi nous avons par exemple opté pour le renforcement des bus itinérants dans certains territoires ruraux et dans des quartiers prioritaires pour aller chercher les publics les plus éloignés.

**V.D. :** Nous-mêmes expérimentons des « Fraternibus »<sup>2</sup>. Mais j'insiste sur les difficultés des personnes qui sont dans des situations complexes et ne rentrent pas dans des cases de formulaire. Cela pose des difficultés d'accès à leurs droits.

**A. de M. :** Ce sont ces difficultés que ces lieux d'accueil vont résoudre. Je me bats aussi pour que les démarches complexes qui freineraient l'accès aux droits soient supprimées. Dans le projet de loi de finances 2022, nous avons ainsi acté l'accès automatique à la complémentaire santé solidaire pour les bénéficiaires du

RSA. Autre exemple : l'intermédiation financière des pensions alimentaires sera activée par défaut pour prévenir le risque d'impayé et les familles monoparentales en bénéficieront particulièrement..

**V. D. :** Certaines procédures demeurent complexes. Les personnes se découragent d'aller vers les services sociaux, parce qu'elles n'en peuvent plus de quémander.

**A. de M. :** Nous avons fait voter dans la nouvelle loi 3DS<sup>3</sup> le partage de données pour les acteurs de l'insertion, afin que les personnes qui voient un accompagnateur social n'aient pas à répéter systématiquement leur parcours ou fournir plusieurs fois le même document. L'accompagnement humain et fraternel que vous défendez est un accompagnement de la personne, pas de sa vie administrative. Le combat pour l'accès aux services numérisés et pour un retour à des rapports humains entre les services publics et les usagers est essentiel.

**V. D. :** Nous pointons aussi le coût de l'équipement et de l'abonnement pour les personnes en situation de précarité, ainsi que la formation ou l'accompagnement à l'utilisation des outils. Vous avez parlé des maisons France services, mais les mairies sont des lieux de proximité où ces personnes peuvent aller et où il faut proposer ces services.

**A. de M. :** Nous allons justement faire évoluer le rôle des 25 000 secrétaires de mairie qui sont, pour les citoyens dans des zones plus isolées, le visage du service public. Nous avons une action forte pour faire connaître leur métier, revaloriser leur salaire et travailler sur leur formation.

**V. D. :** Concernant les municipalités, elles doivent réaliser pendant leur mandature une analyse des besoins sociaux<sup>4</sup>. Il faudrait modifier cette procédure réglementaire pour y intégrer des éléments d'analyse comme le taux d'équipement des habitants et les lieux ressources pour qu'ils puissent se former [au numérique].

**A. de M. :** C'est une très bonne idée d'ajouter dans l'analyse des besoins sociaux celui lié à la connexion.

**V. D. . :** Nous sommes également favorables au maintien de la connexion ; en cas d'impayés, comme cela est fait pour l'eau, l'électricité. C'est une façon de ne pas être en rupture d'accès aux services publics. Et, j'insiste, coupler l'équipement avec l'accompagnement.

**A. de M. :** C'est là qu'interviennent les conseillers numériques France services qui sont pour beaucoup d'entre eux attachés à un espace du même nom. Je souhaite que les responsables de ces lieux présentent à tous les acteurs de l'accompagnement social de leur territoire, comment ils fonctionnent pour que tout le monde puisse travailler ensemble. Et que l'on fasse du cousu main, dans chaque territoire, pour qu'il y n'ait aucun citoyen oublié.

**V. D. :** Près de la moitié des personnes accueillies par le Secours Catholique sont étrangères.. Certaines sont en cours de régularisation, et par manque d'outils numériques, ne peuvent pas renouveler leurs droits — et c'est dramatique — ou, tout simplement, ne

peuvent pas prendre rendez-vous sur la plateforme en ligne.

**A. de M. :** Pour les personnes en procédure de demande ou de renouvellement de titre, il y a effectivement l'enjeu de la prise de rendez-vous, avec des cas dramatiques que nous connaissons. Un vrai travail est fait par le ministère de l'Intérieur pour que l'accès à la procédure puisse se faire dans de bonnes conditions.

**V. D. :** Le tout numérique a ses limites, et nous espérons que vous continuerez d'humaniser les services publics en conservant des personnes pour accueillir. Car les 20 % de la population qui n'ont pas accès aux services aujourd'hui risquent d'être encore plus éloignés de leurs droits demain.

**A. de M. :** Ce gouvernement n'est pas celui qui, comme d'autres, vous explique qu'il faut supprimer des fonctionnaires sans discernement. Au contraire : puisqu'il y a des besoins d'accueil et d'orientation, nous redéployons des agents sur le terrain. Aujourd'hui, avec France services, ce sont les services publics qui vont vers le citoyen. C'est une révolution que nous portons avec beaucoup de volontarisme. ■

**Propos recueillis  
par Clarisse Briot**

1 Difficulté, voire incapacité, à utiliser les appareils numériques et les outils informatiques en raison d'un manque ou d'une absence totale de connaissances à propos de leur fonctionnement.

2 Minibus allant à la rencontre des publics isolés ou en précarité, dans une démarche de rencontre fraternelle, certains proposant des services (laverie, informatique...). Une vingtaine sont en cours de déploiement.

3 Projet de loi dit « 3DS » sur la différenciation, la décentralisation et la déconcentration.

4 L'analyse des besoins sociaux (ABS) permet à la commune de procéder à une analyse des besoins réels de sa population : familles, jeunes, personnes âgées, handicapées, personnes en difficulté...

## ENQUÊTE

# CHÔMEURS : ACCOMPAGNER PLUTÔT QUE SANCTIONNER.

PAR **AUORE CHAILLOU**

D'un côté, 2,8 millions de personnes durablement privées d'emploi. De l'autre, des centaines de milliers d'emplois non pourvus. Pour beaucoup, l'équation est simple. Certains chômeurs ne font pas preuve d'une recherche active et doivent être sanctionnés et voire leurs allocations suspendues. Pour les chercheurs d'emploi, la réalité est plus complexe. Faible niveau de qualification, problèmes de santé, de mobilité, image de soi dégradée... Une multitude d'obstacles fait du chemin vers l'emploi un véritable parcours du combattant. Plus que de sanctions, ces hommes et ces femmes ont besoin d'un accompagnement social dans la durée ; de ressources stables pour traverser sereinement cette épreuve. De voir leurs compétences prises en compte et reconnues. Et, plus encore, que l'on porte sur eux un regard bienveillant. Une manière de s'entendre dire : on compte sur toi.

COMPRENDRE





CHRISTOPHE HARGUIÈRES / SCOF

▲ Des étudiants et des demandeurs d'emploi se retrouvent pour un atelier collectif recherche d'emploi à L'Escale (Secours Catholique, Clermont-Ferrand).

« *Le métier de ses rêves ? « Ambulancière. » Myriam, la quarantaine, prononce le mot avec regret. « C'est le métier que je faisais ! » précise cette habitante de Gerzat, une commune voisine de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme). Voici quatre ans, elle s'est blessée. « Du coup, je suis inapte au poste. » Peu de temps après, sa maison est partie en fumée. Puis il y a eu le décès de sa mère, la maladie de son père, atteint d'Alzheimer. « Je me suis retrouvée coincée : je ne pouvais pas chercher activement du travail, car je m'occupais de mon père. Je devais aller le voir toutes les deux heures. »*

« *Parfois, ce n'est pas qu'on ne veut pas travailler, c'est qu'on ne peut pas ! » s'exclame Laaziza, 43 ans, assise à côté de Myriam dans la salle à manger de "La maison", une bâtisse d'un étage louée par le Secours Catholique à quelques pas de la mairie de Gerzat. Elle sert de lieu de rencontres aux personnes prêtes à intégrer les emplois qui seront créés*

dans le cadre de l'expérimentation Territoires zéro chômeur de longue durée (TZCLD), si la candidature du territoire de Gerzat et des Vergnes est retenue. Attendant à Gerzat, Les Vergnes est un quartier prioritaire politique de la ville de Clermont-Ferrand, classé dans la catégorie grande pauvreté. Gerzat, elle, connaît un taux de chômage de 10 %, supérieur de deux points à la moyenne nationale. Le Secours Catholique accompagne les personnes privées d'emploi stable comme Myriam, Laaziza, Isabelle, volontaires pour occuper les postes qui pourraient être créés. En France métropolitaine, 5,6 millions de personnes sont inscrites à Pôle emploi et tenues de chercher un emploi<sup>1</sup> (catégories A, B, C, 3<sup>e</sup> trimestre 2021). Parmi elles, 2,8 millions sont des demandeurs d'emploi de longue durée : des personnes sans emploi depuis au moins un an. Les moins diplômés y sont surreprésentés. Les actifs ayant au plus le brevet des collèges connaissent un taux de chômage de 14 % contre 5 % pour les diplômés du supérieur, selon l'Insee. Parmi ces chômeurs de longue durée, on retrouve davantage de personnes d'origine étrangère, de personnes ayant un handicap reconnu ou non, de mères seules, de jeunes en quête d'une première expérience professionnelle. Pour trouver un travail, ils rencontrent souvent une multitude de freins, comme en témoignent les personnes rencontrées dans le Puy-de-Dôme, à Paris et en Seine-Saint-Denis.

### Des freins multiples au retour à l'emploi

« *Personnellement, je ne peux pas accepter un travail dans un snack jusqu'à 22 heures, explique Laaziza. Avec mes enfants, je ne peux pas !* » Depuis qu'elle s'est séparée de son conjoint, cette habitante du quartier des Vergnes élève seule ses enfants. Comme beaucoup de mères, elle aimerait un travail lui permettant de les déposer à l'école le matin et d'être auprès d'eux le soir.

Camille, 17 ans, a, quant à lui, des difficultés pour rentrer de son travail. Il effectue une formation dans un restaurant-école de Clermont-Ferrand. La ligne de bus qui dessert son domicile ne fonctionne plus après la fermeture du restaurant, au-delà de 22 heures.

Plus la précarité est grande, plus les freins à l'emploi sont difficiles à surmonter, constate Odile Rosset, directrice de Carton plein. Cette structure de l'insertion par l'activité économique emploie, à Paris, des personnes qui ont vécu dans la rue et qui se confrontent à « *des problèmes de logement, une méconnaissance totale du système de travail légal, une mauvaise maîtrise du français, un handicap pas toujours reconnu, des addictions, des problèmes de santé mentale, un passage en prison...* »

## Des conditions de travail interrogées

Les conditions de travail aussi peuvent être un frein. Isabelle, 42 ans, embauchée à 5 h 30 du matin pour faire le ménage dans des écoles. « *C'est pas le ménage, le problème. C'est qu'il n'y a pas de contact humain.* » Si certains secteurs en tension (le bâtiment, l'hôtellerie-restauration, l'aide à la personne) manquent de candidats, c'est aussi qu'ils manquent d'attractivité. Denis, 44 ans, actuellement en formation dans la restauration à Clermont, n'est plus prêt à travailler dans le bâtiment, où il s'est usé la santé ; Christophe, 50 ans, en insertion à Carton plein à Paris, une vingtaine d'années d'expérience en cuisine, n'a plus l'énergie pour endurer le stress du coup de feu. Marie-Suzanne, 54 ans, aujourd'hui salariée de l'expérimentation Territoires zéro chômeur à Thiers, déplore la précarité du travail d'aide à domicile : « *trente minutes à droite, trente minutes à gauche, et pas de salaire fixe.* »

## Les stigmates du chômage

Au-delà, ce qui fait beaucoup souffrir Myriam, ce sont les discours qui culpabilisent les chômeurs. « *À en croire les gens, on gagne mieux sa vie au RSA qu'en travaillant, on a fait des gosses pour l'argent et on attend la prime de Noël!* » Myriam se sent jugée en permanence : sans travail, sans revenus suffisants, la confiance en soi, assure-t-elle, est « pourrie ». « *Je peux pas me payer le coiffeur, pas m'acheter de vêtements.* » Il y a quelques mois, elle sortait à peine de chez elle. « *Je m'habillais plus.* » Il lui est arrivé d'aller au supermarché en robe de chambre. Elle reconnaît s'être refermée sur elle-même. Peu à peu s'installe un sentiment de honte, d'inutilité,

de coûter à la collectivité. « *Quand on ne travaille pas, on est sous tutelle, on dépend des aides de l'État, confie Marie-Suzanne. Avant, je ne pouvais pas parler devant les gens. Maintenant que j'ai un travail stable, je peux les regarder en face.* »

Si le travail occupe une place à ce point crucial dans nos vies, c'est qu'il constitue « *l'activité extérieure à nous la plus à même de nous faire nous sentir utile aux autres* », souligne Pierre Kirgo, psycho-sociologue du travail, distinguant en cela le travail des tâches domestiques. En outre, « *plus la période de chômage s'allonge, plus il est difficile de retrouver un travail* », précise-t-il. En dix ans, la durée d'ancienneté dans le chômage des personnes reçues par le Secours Catholique est passée de 1,6 an à 2,6 ans. La personne perd progressivement les cadres qui structurent le travail, ce qui conduit à une certaine désadaptation : difficulté à arriver à l'heure, à travailler en équipe, à respecter des règles... Et le risque s'accroît de basculer dans une précarité plus grande.



**AVANT, JE NE POUVAIS PAS PARLER  
DEVANT LES GENS. MAINTENANT  
QUE J'AI UN TRAVAIL STABLE,  
JE PEUX LES REGARDER  
EN FACE.**



« *Pour permettre le retour vers l'emploi, il faut activer simultanément quatre leviers* », explique Guillaume Alméras, responsable du département économie solidaire au Secours Catholique. « *Il faut un revenu qui sécurise le quotidien pour ne pas avoir à s'inquiéter chaque jour du lendemain ; une activité pour être en mouvement ; une formation, pour accéder aux emplois souhaités ou disponibles ; un accompagnement social pour régler les problèmes tels que le logement.* »

## Sécuriser le quotidien

Face à la réforme de l'assurance-chômage, le Secours Catholique et d'autres associations de solidarité se disent inquiets. Si inciter les demandeurs d'emploi à retrouver un travail »»

# COMPRENDRE



CHRISTOPHE HARGOLLES / ASOOF

▲ Denis, 44 ans, est stagiaire au restaurant école Toques Académie (Clermont-Ferrand). Auparavant, il a travaillé dans le bâtiment et la logistique.

» est légitime, Guillaume Alméras dénonce une politique qui « met dans l'inconfort et la précarité » les plus fragiles. Selon une étude de l'Unedic,<sup>2</sup> les personnes les plus touchées par la réforme seront celles s'inscrivant au terme d'un CDD ou d'une période d'intérim. Elles toucheront en moyenne 17 % de moins. Quant aux minima sociaux, ils ne permettent pas de vivre décemment. Isabelle est aujourd'hui allocataire du RSA. « Je peux pas vivre, je survis. » Myriam, elle, dit s'être sentie abandonnée au moment où elle avait le plus besoin d'être soutenue. Un sentiment renforcé par l'évolution du système d'allocations sociales, qui conditionne l'aide versée à la recherche active d'un emploi. Dans le rapport « Sans contreparties. Pour un revenu minimum garanti », publié en 2020 par Aequitaz et le Secours Catholique, on peut lire le témoignage de L., réveillée en pleine nuit, inquiète à l'idée qu'on lui supprime le RSA : « Demain, conseil disciplinaire RSA. Je dois leur expliquer pourquoi j'ai stoppé mon contrat

d'insertion. [...] Il s'agissait de trier le linge, ce qui ne m'intéressait pas... Et, en plus, j'étais en conflit avec la directrice de l'association. J'ai refusé de travailler dans des conditions

qui ne me convenaient pas. J'aimerais peindre ou m'occuper d'enfants ou de personnes handicapées. » D'où la conviction portée par ce rapport : il faut garantir un revenu minimum décent sans contrepartie, qui implique de cesser « la pratique des sanctions contre les allocataires du RSA ».

“

**ISABELLE PERÇOIT LE RSA.  
« JE PEUX PAS VIVRE,  
JE SURVIS. »**

”

Une mesure d'autant plus urgente qu'un rapport publié le 13 janvier 2022 par la Cour des comptes pointe l'échec du RSA à mobiliser les personnes vers un emploi stable et à sortir les gens de la pauvreté.

Le Secours Catholique plaide pour un revenu minimum garanti de plus de 700 euros par mois pour une personne seule. Celui-ci permettrait à la France de respecter son engagement à éliminer l'extrême pauvreté d'ici 2030, pris à travers sa feuille de route pour atteindre les Objectifs de développement durable adoptée en septembre 2019.

## Se remettre en activité

Parmi les solutions pour permettre aux demandeurs d'emploi de remettre un pied dans le monde du travail, les structures d'insertion par l'activité économique sont particulièrement développées. On y signe un contrat à durée déterminée, dans la limite d'une durée totale de vingt-quatre mois. L'objectif, rappelle Amaury Andriot, encadrant technique, pédagogique et social pour un chantier d'insertion de l'association Inserfac dans le Puy-de-Dôme, est de « permettre à la personne de retrouver confiance en soi ». Et qu'à la sortie, elle ait soit un emploi, soit une formation. Une « sortie positive » en langage administratif. Amaury Andriot suit au quotidien huit salariés qui fabriquent des couteaux à l'atelier Le Thiers. Son accompagnement consiste à donner un cadre de travail clair, à faire acquérir un savoir. Il s'agit, in fine, d'offrir « un meilleur futur professionnel » aux personnes dont il a la charge. « Avant de "traverser la rue" pour trouver un travail, il faut préparer les gens », insiste Hassan Chrif à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Ce directeur d'une agence d'intérim d'insertion a conscience de ne pas proposer des métiers de rêve. Une piscine olympique se construit sous les fenêtres de son bureau. Il fait 8°C. « Pour travailler



CHRISTOPHE HARGOUES / SCDF

là, il va falloir se lever à 4 heures du mat' » Ses leviers : le logement (un intérimaire sans abri peut être logé dans un foyer de jeunes travailleurs partenaire) ; l'autonomie financière (avec un salaire moyen de 1700 euros net) et le non-jugement. Il ne demande pas aux candidats « s'ils ont fait de la prison ou depuis combien de temps ils n'ont pas travaillé ».

Cependant, l'État demande aux entreprises temporaires d'insertion des taux de sorties positives de 65 % à 70 %. Ce qui peut pousser à embaucher en priorité les personnes les moins éloignées de l'emploi. »

▲ « Avant, à part m'occuper de mon père et de mes gosses, je n'avais aucun contact », témoigne Myriam, volontaire du projet Territoires zéro chômeur à Gerzat (Puy-de-Dôme).

## FOCUS

### TOQUES ACADEMIE : SE FORMER, UN TREMPLIN VERS L'EMPLOI

« Le restaurant accueille trois stagiaires en salle et trois en cuisine. C'est Denis qui va s'occuper de vous. » Jean-Luc Lafaille, chef de salle à Toques Académie, explique à des clientes le fonctionnement du lieu. Dans ce restaurant-école de Clermont-Ferrand, des hommes et des femmes de 17 à 62 ans se forment en cinq mois aux métiers de commis de cuisine et de serveur. « Je vous demanderai d'être indulgentes. » Les uns ont connu de longues périodes de chômage, les autres ont enchaîné les boulots

précaires. À chacun son parcours et ses difficultés face à l'emploi.

Denis, 44 ans, a fait un tas de métiers : « Douze années de logistique, quatre dans le bâtiment, quatre dans l'agro-alimentaire. » Il a connu la rue, vit dans un centre d'hébergement d'urgence. « Je m'accroche à cette formation. Je suis en reconversion professionnelle. Dans le bâtiment, il faut avancer intelligemment et vite. Ici, c'est minutieux, strict. Il faut faire attention à la présentation, mettre le client à l'aise. Ça, c'est la formation qui me l'apporte. »

Avant de commencer la pratique au restaurant, Denis et ses camarades ont suivi des cours dans un centre de formation. Pour Noureddine, 35 ans, ce qui compte, c'est la patience de celles et ceux qui les accompagnent : « Notre formatrice explique bien les cours. Parfois, elle répète quatre ou cinq fois pour que tout le monde comprenne. » Et à la clé de la formation, signale le jeune homme, un large sourire aux lèvres : « un CDD de six mois avec un restaurant partenaire ». ■

# COMPRENDRE

» Près de 140 000 personnes sont salariées dans des structures d'insertion. Le taux moyen d'insertion dans l'emploi à la sortie est de 37 %, (selon un rapport de la Cour des comptes de janvier 2019<sup>3</sup>). Un chiffre qui cache de grandes disparités, selon Guillaume Alméras, du Secours Catholique : « Certaines structures ont des taux de retour à l'emploi de 20 %, d'autres de 80 %. Cela dépend à la fois de la performance de la structure et du territoire, qui va permettre ou non de trouver un emploi à la sortie. » Pour Nadia de Sousa, conseillère à Pôle emploi et élue à la Mairie de Gerzat, où elle suit le projet TZCLD, si « les structures d'insertion par l'activité économique sont un pont », c'est d'abord « pour les personnes qui ne sont pas trop éloignées de l'emploi. Mais quand on n'a pas travaillé pendant dix ans, il faut autant de temps pour reprendre pied ».

## Un accompagnement global

À L'Escale, un lieu d'accueil du Secours Catholique de Clermont-Ferrand, on remet les gens en mouvement. Guy Xicluna, un bonnet de marin enfoncé sur la tête, appelle chacun par son prénom. Il a travaillé pour la Marine

et raffole des métaphores marines. « T'as pris une super tempête, t'as démâté, on va tout reconstruire et tu vas reprendre la mer parce que tu en as la capacité. » Tenir ce discours, ça transforme les gens, assure-t-il. « Si je dis : "T'es une maman monoparentale, t'as trois enfants, ça va être dur!", c'est pas pareil ! »

Aujourd'hui, le message de L'Escale aux nouveaux arrivants : nous avons besoin de toi. « Avant, on avait des ateliers emploi, qui étaient un peu comme un Pôle emploi bis », explique Aurélien Le Thuaut, animateur de la délégation Cantal – Puy-de-Dôme du Secours Catholique.

« Depuis un an et demi, nous avons renommé cela : "accompagnement vers et dans l'emploi". Le premier rendez-vous peut durer une demi-heure ou deux heures selon les besoins de la personne. Pôle emploi ne peut pas se permettre ça. » Des personnes qui rencontrent des problématiques similaires de logement ou d'emploi sont mises en binôme pour se soutenir. Elles sont désormais bénévoles. « Ça donne un statut, des horaires, un cadre », souligne Aurélien Le Thuaut. C'est cette approche qui a été mise au service des personnes de Gerzat et des Vergnes, désireuses d'intégrer les emplois qui pourraient être créés grâce au projet TZCLD.

“  
QUAND ON N'A PAS  
TRAVAILLÉ PENDANT  
DIX ANS, IL FAUT AUTANT  
DE TEMPS POUR  
REPRENDRE PIED.  
”

## Personne n'est inemployable

« On dit "volontaires", pas "candidats", parce que les gens ne candidatent pas », prévient d'emblée Gabriel Lenot, directeur d'Actypoles, une entreprise à but d'emploi (EBE) créée à Thiers en 2017, dans le cadre de l'expérimentation TZCLD. « À Pôle emploi, on cherche à adapter les personnes aux emplois disponibles », observe Boris Surjon, chargé de mission pour Pôle emploi et responsable du comité local pour l'emploi, qui pilote l'expérimentation à Thiers. « Quand on inverse la logique, on s'aperçoit qu'il y a plus de volontaires que prévu. Avec Territoires zéro chômeur, ce sont les personnes qui nous choisissent. Elles ne sont pas obligées de prendre n'importe quel emploi. C'est une expérimentation pour accéder au droit au travail. »



CHRISTOPHE HARGOUËS / SCOF

► À Thiers, des salariés d'une entreprise à but d'emploi fabriquent des sapins de Noël à partir de bois de récupération.



CHRISTOPHE HARGOUËS / SCOF

Rendre effectif ce droit (inscrit dans la Constitution de 1958) nécessite de créer de nouveaux emplois. Car les emplois vacants ne sont pas si nombreux – la Dares en comptabilise 286 100 fin 2021. L'État verse à chaque EBE 19 000 euros par emploi créé ; les conseils départementaux, 2 850 euros. Cette somme correspond au coût annuel d'un demandeur d'emploi de longue durée et permet de payer un Smic à temps plein. Tous les emplois sont en CDI, une manière de sécuriser l'avenir. Les emplois créés doivent être utiles au territoire et ne pas concurrencer les activités déjà existantes. Une contrainte qui a poussé plusieurs EBE à transformer les freins à l'emploi en leviers. Ainsi, à Thiers, « l'idée du garage solidaire est venue d'une salariée qui avait des difficultés à trouver un travail parce qu'elle n'avait pas de voiture », explique Gabriel Lenot. Aujourd'hui, grâce aux conducteurs de l'EBE, des résidents d'un foyer de jeunes travailleurs peuvent se rendre à leur travail tôt le matin, quand les transports en commun ne fonctionnent pas encore. À Gerzat, Nadia de Sousa aimerait ouvrir une crèche où seraient, notamment, gardés les enfants des personnes éloignées de l'emploi. Aujourd'hui, Myriam et Isabelle se sentent prêtes à retourner travailler. Se retrouver à

plusieurs leur a permis de se remobiliser dans la durée : « *Quand une commence à lâcher, une autre la retient* », dit Myriam, qui se souvient que chaque femme du groupe a failli perdre courage, un moment donné. C'est notamment à cette aune-là, celle du « capital humain restauré », que Gabriel Lenot aimerait pouvoir évaluer la valeur d'Actypoles : combien de personnes qui n'étaient plus capables de travailler le sont aujourd'hui ? Combien ont retrouvé une sécurité économique ? « *Si on évalue nos entreprises à l'aune d'une comptabilité<sup>4</sup> qui permet de montrer que l'on crée de la valeur humaine ou environnementale de manière plus forte, alors on fera peut-être changer l'entreprise d'une manière générale.* » ■

▲ À l'atelier de couture Bébés lutins, à Thiers, Marie-Suzanne, Ayse et d'autres femmes fabriquent des couches lavables pour des particuliers ou des collectivités.

1 Statistiques trimestrielles Pôle emploi (pole-emploi.org), 3<sup>e</sup> trimestre 2021.

2 Réforme de l'assurance-chômage. Effets au 1<sup>er</sup> juillet 2021 du décret du 30 mars 2021 portant diverses mesures relatives au régime d'assurance chômage.

3 Synthèse du rapport public thématique L'insertion des chômeurs par l'activité économique (ccomptes.fr).

4 C'est l'approche de la comptabilité Care. Un travail pour évaluer l'expérimentation Territoires zéro chômeur de longue durée à travers la comptabilité Care est en cours à l'Université de Poitiers.

# COMPRENDRE

## L'ENTRETIEN

### « LES CONTRÔLES N'ONT PAS UN OBJECTIF EXCLUSIVEMENT RÉPRESSIF »

Pour le directeur général de Pôle emploi, Jean Bassères, le travail avec des partenaires de terrain est un levier de l'accompagnement des demandeurs d'emploi. Il souligne que la mission de ce service public, c'est notamment d'adapter les demandeurs d'emploi au marché du travail.

PROPOS RECUEILLIS PAR **CHRISTOPHE AUTHIER** ET **AUORE CHAILLOU**

## PARCOURS

### JEAN BASSÈRES

#### 1998–2005

Directeur général de la direction générale de la comptabilité publique

#### 2005–2008

Secrétaire général du ministère des Finances

#### 2008–2011

Chef de l'inspection générale des finances

#### 2011

Directeur général de Pôle emploi

### CHRISTOPHE AUTHIER

#### 1971

Naissance. Après un apprentissage, il travaille une vingtaine d'années dans la restauration

#### 2006

Licenciement économique

#### 2020–2022

Travaille dans des structures d'insertion

#### 2022

Est reconnu travailleur handicapé

**Christophe Authier** : Je travaillais dans une brasserie. J'ai été licencié pour raisons économiques. Pôle emploi me proposait seulement du travail saisonnier, loin de chez moi. J'ai refusé. Aujourd'hui, un demandeur d'emploi qui refuse trop d'offres risque d'être radié. Pourquoi le radier alors que les offres proposées par Pôle emploi ne correspondent pas toujours à ses compétences ni à son lieu de vie ?

**Jean Bassères** : On ne radie pas les gens lorsqu'ils cherchent du travail. Le demandeur d'emploi et son conseiller définissent une « offre raisonnable d'emploi » qui engage le demandeur d'emploi en fonction de son projet. Pôle emploi fait des propositions au demandeur, mais il doit aussi chercher par lui-même. Nous avons, par ailleurs, des prestations pour permettre aux personnes de construire leur projet professionnel. Il y a un travail à mener pour faire découvrir des métiers auxquels les gens ne pensent pas, des métiers en tension par exemple. Il s'agit aussi de faire prendre conscience que des compétences acquises dans un métier peuvent être transférées vers un autre. Vous-même,

cuisinier, vous avez sans doute acquis des gestes que vous retrouvez dans votre poste actuel chez Carton plein.

**C. A.** : Après mon licenciement et la mort de mon grand frère, j'ai fait une dépression. Comme moi, à un moment donné, certains demandeurs d'emploi n'ont plus le courage de travailler. Pourquoi les sanctionner parce qu'ils ne recherchent pas activement un travail, alors que, dans ces circonstances, ils auraient besoin d'aide ou de soins ?

**J. B.** : Les contrôles n'ont pas un objectif exclusivement répressif. Le pourcentage de radiation à la suite d'un contrôle est assez faible, autour de 15 %. Ces contrôles servent à s'assurer que les gens cherchent effectivement un travail en contre-



XAVIER SCHWELB / SCPE



partie de l'aide qu'ils reçoivent, ce qui n'est pas choquant. Ils servent surtout à remobiliser des demandeurs d'emploi démotivés, à reprendre contact avec Pôle emploi pour trouver des solutions. Les contrôles nous permettent également d'identifier les freins périphériques à l'emploi : des problèmes de santé, de mobilité, de garde d'enfants... À Pôle emploi, nous ne sommes pas en capacité de résoudre, nous-mêmes, l'ensemble de ces difficultés. C'est pour cela que nous travaillons avec des partenaires.

Nous travaillons notamment avec les départements sur tout le territoire pour proposer un « accompagnement global » pour les demandeurs d'emploi qui connaissent des freins périphériques à l'emploi.

Dans ce cadre, un conseiller suit une soixantaine de personnes contre 180 habituellement dans la modalité d'accompagnement médiane. Cela représente environ 65 000 demandeurs d'emploi accompagnés par 1 200 conseillers. Les conseillers travaillent avec les travailleurs sociaux du département, qui

“

**L'APPROCHE PARTENARIALE EST VRAIMENT DANS L'ADN DE PÔLE EMPLOI.**

”

peuvent mobiliser différentes ressources pour lever les freins à l'emploi de la personne. Pour l'aide à la mobilité, nous travaillons avec l'association Wimooov,

qui fait des bilans individuels de mobilité. L'aide à la mobilité passe aussi par les aides aux permis de conduire, les garages solidaires. Nous avons une expérimentation en cours pour aider des demandeurs d'emploi à trouver un logement lorsqu'ils doivent déménager pour se rapprocher de leur lieu de travail. Contre la fracture numérique, nous avons notamment travaillé avec Emmaüs Connect.

Pour nous, l'objectif est de trouver de bons partenaires au plus près du terrain. L'approche partenariale est vraiment dans l'ADN de Pôle emploi. En 2022, nous souhaitons lancer un appel à manifestation d'intérêt auprès des associations, pour qu'elles nous proposent des projets au service des demandeurs d'emploi. >>>

# COMPRENDRE



XAVIER SCHNEBEL / SCDP

» **Aurore Chaillou** : Quel accompagnement proposez-vous aux demandeurs d'emploi de longue ou très longue durée ?

**J. B.** : Au-delà de l'accompagnement global, nous allons proposer aux demandeurs de longue ou de très longue durée des actions de remobilisation et d'accompagnement intensives, tout au long de l'année 2022. Dans douze agences, nous testons un parcours de remobilisation à destination de demandeurs d'emploi de très longue durée (ceux qui, sur les 27 derniers mois, n'ont pas travaillé pendant au moins 24 mois). Cela concerne 800 000 personnes. Chacune a un parcours différent. Il faut du sur mesure. Nous proposons à chacune une demi-journée de temps collectifs et individuels pour comprendre son parcours et les freins qu'elle rencontre. Ensuite, nous lui proposons un plan d'action, dans les six mois suivants, pour actionner tous les leviers dont nous disposons. Cette expérimentation sera généralisée à toute la France en 2022. Grâce à cela, nous nous sommes rendu compte de l'importance

de la question de la santé, car le chômage peut être générateur de pathologies. Nous allons mettre en place, début 2022, une nouvelle prestation, le parcours emploi santé, avec une équipe pluridisciplinaire composé notamment d'un psychologue, de personnel soignant et d'accompagnateurs sociaux, qui vont examiner le problème de santé de la personne et réfléchir à un projet professionnel compatible avec cette situation.

**A. C.** : La réforme de l'assurance-chômage pénalise les personnes déjà précaires au regard de l'emploi. Ne serait-il pas possible de la réformer autrement ?

**J. B.** : La définition des règles de l'assurance-chômage ne dépend pas de Pôle emploi. Notre rôle, est d'informer les demandeurs d'emploi sur les nouvelles règles d'indemnisation et de les accompagner vers des emplois durables.

**A. C.** : Quelles leçons tirez-vous de Territoires zéro chômeur de longue durée (TZCLD) au terme de cette première période d'expérimentation ?

**J. B.** : Nos équipes locales sont très impliquées dans tous les territoires d'expérimentation. Nous avons deux rôles : proposer aux personnes d'être recrutées dans des entreprises à but d'emploi (EBE), et, dans un second temps, les orienter vers d'autres types d'emploi, puisque l'objectif est aussi de permettre aux personnes de sortir de l'EBE afin que d'autres en bénéficient.

Ce qui me semble le plus important, c'est que tous les acteurs locaux de l'économie soient autour de la table. On crée ainsi un vrai écosystème local de volontariat fort avec Pôle emploi, les entreprises d'insertion, les élus et les entreprises locales. C'est un instrument de plus dans la lutte contre le chômage. Notre certitude, c'est que personne n'est inemployable.

**A. C.** : L'expérimentation Territoires zéro chômeur de longue durée partage avec vous la conviction que personne n'est inemployable. Mais ce dispositif cherche à adapter le travail à la personne, à ses compétences et ses envies plutôt que d'adapter la personne aux « métiers en tension ». N'est-il pas possible de changer de logique ?

**J. B.** : À Pôle emploi, on tient évidemment compte des compétences des demandeurs d'emploi, mais aussi de la réalité du marché du travail. Dès le premier entretien avec un conseiller, la situation personnelle et professionnelle du demandeur d'emploi est discutée pour élaborer une feuille de route qui intègre ses compétences et ses souhaits. On lui propose aussi de réfléchir à son projet professionnel : prendre conscience que des compétences acquises dans un métier qui ne recrute pas

peuvent être transposables dans un autre métier dont les besoins en recrutement sont importants peut représenter des opportunités pour des demandeurs d'emploi.

**C. A. :** De plus en plus, on est obligé d'utiliser le numérique pour avoir accès aux services publics. Moi, pour mon actualisation à Pôle emploi, je dois demander à la référente sociale du centre d'hébergement où j'habite de s'en occuper, car je n'ai pas d'ordinateur. Certaines personnes ne maîtrisent pas bien le numérique. Comment s'assurer qu'il y a encore des rendez-vous en agence avec des conseillers pour ces personnes ?

**J. B. :** C'est vrai que l'on a beaucoup investi le numérique. Cela permet de faire gagner du temps aux conseillers pour qu'ils consacrent plus à l'accompagnement. C'est grâce au numérique que des personnes sourdes et malentendantes peuvent discuter avec leur conseiller. C'est aussi un plus pour trouver un travail. Aujourd'hui, 75 % des emplois exigent la maîtrise des compétences

numériques de base. Mais nous avons conscience de la fracture numérique. Les personnes qui n'ont pas le matériel pour se connecter peuvent se rendre dans nos agences où il y a des bornes d'accès. Et pour aider les personnes qui ne maîtrisent pas suffisamment le numérique, nous avons 3 000 volontaires en service civique présents en agence.

“  
**75 % DES EMPLOIS  
EXIGENT LA MAÎTRISE  
DES COMPÉTENCES  
NUMÉRIQUES DE BASE.**  
”

Pour mesurer le degré de maîtrise du numérique des personnes, nous avons un outil d'évaluation, Pix emploi. En vingt questions, un conseiller peut évaluer le niveau du demandeur d'emploi. Nous orientons ceux qui sont le plus en difficulté vers nos partenaires de la médiation numérique et on peut proposer des chèques numériques

(APTIC) pour financer des sessions de formation.

**C. A. :** Mais est-ce qu'il y aura toujours des humains dans les agences de Pôle emploi ?

**J. B. :** Oui, il y aura toujours des conseillers pour accompagner les demandeurs d'emploi, même si ceux-là sont assistés par des outils numériques ! Les agences de Pôle emploi sont d'ailleurs ouvertes tous les jours partout sur le territoire. Pour qu'une personne puisse envisager une réorientation, un contact humain, avec quelqu'un qui lui explique en quoi consiste tel ou tel métier, c'est indispensable selon moi.

**A. C. :** Quelles leçons tirez-vous des lieux où est testé le service public de l'insertion et de l'emploi (SPIE), qui devrait permettre aux personnes les plus précaires d'avoir un référent unique pour leurs démarches administratives ?

**J. B. :** Le SPIE a pour ambition de renforcer l'efficacité de l'accompagnement vers l'emploi des personnes qui rencontrent des difficultés particulières pour s'insérer sur le marché du travail. Cela a permis de renforcer nos liens avec les acteurs locaux de l'insertion et de mieux nous coordonner pour faciliter les démarches des personnes concernées.

Les projets départementaux prennent des formes très différentes en fonction des besoins de chaque territoire et des pratiques intéressantes émergent. Il nous faudra faire un bilan précis de toutes ces initiatives pour nous assurer qu'elles améliorent réellement la qualité et les effets de l'accompagnement que nous proposons ensemble, pour les développer plus largement. ■



XAVIER SCHWIBEL / SDCF

## COMPRENDRE



ICI ET LÀ-BAS

# PERMETTRE AUX JEUNES DE PRENDRE CONSCIENCE DE LEURS CAPACITÉS

Éduquer les jeunes au monde du travail : tel est le pari des CJS, les coopératives jeunesse de services, nées au Québec dans les années 80 et depuis importées en France. Cette expérimentation à l'entrepreneuriat donne aux jeunes l'occasion de faire leurs armes, en collectif, sur le marché du travail.

PAR **CÉCILE LECLERC-LAURENT**

**T**ondre la pelouse d'un particulier, peindre un appartement, faire des courses, réparer un vélo, nettoyer un parc : voici le genre de prestations réalisées par les CJS, les coopératives jeunesse de services, des coopératives de travail, regroupant durant les deux mois estivaux 12 à 15 jeunes qui offrent ainsi, contre rémunération, des services à leur communauté. L'idée originale est née au Québec en 1988 et a, d'emblée, été financée

par les pouvoirs publics, qui y ont vu un coup de pouce pour sensibiliser les jeunes (âgés là-bas de 12 à 17 ans) à l'emploi. « *Les CJS permettent d'éduquer les jeunes à l'entrepreneuriat collectif. Ensemble ils gèrent la coopérative durant deux mois, ça leur apprend à travailler en équipe et, à la fin de l'été, ils ont quelque chose à mettre dans leur CV.* », explique Katerine Roy, ex coordinatrice des CJS au Québec. Ressources humaines, marketing, comptabilité : les jeunes doivent apprendre à gérer

### AVIS D'ACTEUR

PAR **FRANÇOIS BERRUER**, CHARGÉ DE PROJETS « EMPLOI » AU SECOURS CATHOLIQUE

## DÉVELOPPER LE POUVOIR D'AGIR DES CHÔMEURS

**C**es CJS se basent sur l'idée de valoriser le savoir et les compétences des jeunes selon les besoins locaux. C'est novateur, et nous pensons, au Secours Catholique, que cette idée peut aussi s'appliquer aux chômeurs de longue durée. Pour nous il est bon de s'appuyer sur les envies, les savoirs des personnes pour créer une activité et les remobiliser en matière sociale comme professionnelle. Par exemple, un atelier de couture ou de tricot pourrait être mis en place avec les personnes dans une délégation et donner lieu à la

réalisation d'articles textiles commercialisés dans une boutique solidaire ou d'autres espaces de vente. Le collectif est aussi important, comme dans les CJS, on apprend à construire ensemble avec d'autres personnes éloignées de l'emploi. Toutes ces idées nous ont poussés à cofonder Cités Coop<sup>1</sup> avec Cités Caritas. Cette structure aide les personnes éloignées de l'emploi dans la création d'activités entrepreneuriales grâce à un hébergement administratif au sein d'une coopérative d'activité et d'emploi. Elle accompagne des entrepreneurs individuels. À

terme. la démarche peut ouvrir sur un statut de salarié entrepreneur mais peut aussi héberger et accompagner la mise en place de coopératives éphémères. Avec les coopératives éphémères, les chômeurs créent une activité en collectif à partir de leurs talents, ce qui leur permet de prendre conscience de leurs capacités et de reprendre confiance en eux. Comme pour les CJS, il s'agit de mobiliser le pouvoir d'agir des personnes et de les aider à se réinsérer sur le marché de l'emploi. ■

1 [www.citescoop.com/citescoop](http://www.citescoop.com/citescoop)



## DES OUTILS POUR COMPRENDRE

la coopérative de A à Z, ce qui les confronte concrètement au monde de l'entreprise. Le salaire qu'ils en tirent (200 à 400 euros net mensuel) n'est qu'un prétexte. Chaque année, au Québec (jusqu'à leur fin, en 2019) ce sont ainsi 170 CJS qui fonctionnaient.

### Être acteur de la communauté

L'idée a séduit en France, où les CJS existent aussi depuis 2013, cette fois pour les jeunes âgés de 16 à 18 ans. Aujourd'hui âgée de 19 ans, Margaux a participé à deux CJS en 2019 et en 2020, à Forbach : « *Ça m'a permis de découvrir comment fonctionne une entreprise et de comprendre comment la gérer. J'ai aussi appris à faire avec les différences des uns et des autres. C'est ça le travail d'équipe, et ça m'aide désormais dans mon travail d'animatrice BAFA.* » Cette expérimentation à l'entrepreneuriat collectif permet ainsi aux jeunes de prendre conscience de leurs capacités et de leurs compétences. « *Ils nous le disent eux-mêmes : ils sont plus matures, plus sociables et ont davantage confiance en leurs capacités pour affronter le marché du travail.* », témoigne un animateur québécois. Les CJS prennent aussi le pari de lutter contre le chômage des jeunes en les plongeant ainsi dans l'entrepreneuriat coopératif de l'économie sociale et solidaire. La base, c'est le collectif. « *Ils apprennent ainsi non seulement à gérer une entreprise, mais aussi à prendre des décisions collectivement. On leur montre une autre façon d'entreprendre.* », explique Élodie Perroteau, coordinatrice de la Fabrique coopérative qui chapeaute les CJS en France. Au Québec, l'idée des CJS était aussi de s'ancrer dans le territoire, en développant des emplois (les prestations réalisées par les jeunes) utiles pour l'économie locale. « *Nos jeunes passaient d'adolescents à entrepreneurs qui offrent un service dans leur communauté. Ils sont ensuite devenus acteurs et non plus spectateurs dans leur localité.* », analyse la Québécoise Katerine Roy. En offrant un accompagnement social à visage humain à des milliers de jeunes, les CJS ont ainsi le mérite de les lancer en dou-  
■

## À LIRE



### Le livre blanc « *Paroles de chômeurs* », janvier 2022

Menée entre février et juin 2021, cette enquête donne la parole aux personnes privées d'emploi, particulièrement touchées par la crise sanitaire et la réforme de l'assurance-chômage. Le Secours Catholique s'est associé à cette initiative, lancée par le Comité chrétien de solidarité avec les chômeurs (CCSC)-Vaincre le chômage. 270 personnes ont accepté de faire part de leur vécu. Elles demandent aux pouvoirs publics comme aux citoyens de leur prêter une oreille attentive et de changer le regard porté sur elles. Une interpellation à destination, notamment, des candidats à l'élection présidentielle.

[bit.ly/Parolesdechomeurs](http://bit.ly/Parolesdechomeurs)

## À VOIR



### Nouvelle cordée, un documentaire de Marie-Monique Robin France, 2019, 1 h 52

Pendant trois ans et demi, ce documentaire suit des hommes et des femmes qui, après avoir connu le chômage, ont rejoint l'expérimentation Territoires zéro chômeur de longue durée

à Mauléon, dans les Deux-Sèvres. Une manière d'interroger le modèle économique actuel. Et de voir qu'il est possible d'imaginer d'autres façons de faire.



### Debout les femmes !, un documentaire de Gilles Perret et François Ruffin. France, 2020, 1 h 25

Ce documentaire rend hommage à Delphine, Sabrina, Assia, Hayat, Sandy. Elles sont aides à domicile, assistantes de vie scolaire, accompagnantes des élèves en situation de handicap ou agents d'entretien.

Elles ont des contrats précaires, à temps partiel, un salaire généralement inférieur à 900 euros par mois et des horaires importants. Les députés François Ruffin (La France insoumise) et Bruno Bonnell (En marche) les rencontrent dans le cadre d'une mission parlementaire. Le film retrace le combat de ces femmes pour de meilleures conditions de travail.

# RENCONTRER



## PARCOURS

**1992**

Naissance  
en Afghanistan

**2015**

Fuit l'Afghanistan,  
où il est menacé  
par les talibans

**2017**

Expose en Serbie,  
en Pologne

**2017**

Arrive en France,  
où il obtient la protection  
subsidaire<sup>1</sup>

**2018**

Expose en France.  
Il devient membre  
de l'atelier des Artistes  
en exil, Paris

**2019**

Obtient le statut  
de réfugié en France.

<sup>1</sup> La protection subsidiaire est l'autre forme de protection. Elle est attribuée à l'étranger qui ne remplit pas les conditions d'obtention du statut de réfugié et qui prouve qu'il est exposé dans son pays à l'un des risques comme la peine de mort, la torture, des menaces graves et individuelles contre sa vie ou sa personne

ABDUL SABOOR, LE PHOTOGRAPHE DES EXILÉS

# QUAND PHOTOGRAPHER EST UNE NÉCESSITÉ VITALE

PAR **AUORE CHAILLOU**

Après sa fuite d'Afghanistan, en 2015, Abdul Saboor a ressenti le besoin impérieux de documenter le quotidien des exilés rencontrés sur sa route. Aujourd'hui réfugié en France, il photographie les migrants coincés sur le littoral nord, à la frontière entre la France et l'Angleterre. En espérant que les choses changent.

La femme n'est pas tombée, mais Abdul s'en veut encore. La scène s'est déroulée dans les escaliers du métro parisien. Abdul voit une femme sur le point de chuter ; il dégaine son appareil photo. Très vite, il réprouve son geste. Le jeune Afghan explique en anglais : « *J'aurais dû aider cette femme, pas essayer de prendre une photo !* » Il va la voir, s'excuse : « *Je suis d'abord un être humain, ensuite un photographe.* »

À Calais, un média britannique lui demande de photographier les rescapés d'un canot qui a chaviré dans la Manche en tentant de rejoindre l'Angleterre. « *Je suis arrivé sur la plage : les gens sortaient de l'eau, ils n'avaient plus de chaussures. Ils avaient froid et faim. Il y avait une femme enceinte.* » Abdul range son appareil pour leur porter secours. Il expose la situation au média anglais : « *Tu es trop gentil pour être photoreporter* », lui rétorque-t-on. Assis devant une tasse de thé à quelques pas de la gare Montparnasse, à Paris, le photographe est interloqué. Il répète la phrase, comme si elle recelait un sens caché.

Une demi-heure plus tôt, le trentenaire descendait d'un train en provenance de Toulouse. Grâce à sa coupe de cheveux (courts sur les côtés, longues bouclettes sur le dessus de la tête) et son Leica en bandoulière, on le repère facilement parmi les voyageurs. Dans la poche de sa veste, son

“

À CALAIS  
ET À GRANDE-SYNTHE,  
CERTAINS MIGRANTS  
ME DISENT :  
“CE QUE TU DIS VIENT  
DE NOS CŒURS.”

”

téléphone portable ; dans un sac à dos, son ordinateur. Derrière lui, il tire une petite valise à roulettes qui contient quelques vêtements et des disques durs. « *All my life is here.* » Toute sa vie est là. Aujourd'hui identifié comme le photographe afghan qui documente le quotidien des exilés coincés sur le littoral nord, à la

frontière entre la France et l'Angleterre, Abdul se reconnaît dans leurs destins. Le jeune homme n'est pas très sûr du lieu de sa naissance. Ni de la date. Disons que c'était en mars 1992. « *Ma mère était enceinte et elle a dû fuir l'Afghanistan avec mon père pour se réfugier au Pakistan. Je suis né dans les montagnes, peut-être en Afghanistan ou peut-être au Pakistan. À l'époque, il n'y avait pas de GPS.* »

Longtemps, il ne s'est senti chez lui nulle part. « *Au Pakistan, les enfants me demandaient : "Quand est-ce que tu retournes chez toi ?" Et je me disais : mais chez moi, c'est où ?* » Il découvre l'Afghanistan quelques années plus tard. Pendant quatre ou cinq ans, il conduit des engins de chantier pour un sous-traitant de l'armée américaine. Les talibans lui tirent dessus à trois reprises. Abdul pointe du doigt son épaule gauche, le bas de son dos, sa cheville. Parfois, en évoquant un événement dramatique, il rit. « *Soit on rit, soit on pleure.* »

En 2015, il quitte l'Afghanistan, devenu trop dangereux pour lui. Le sort de son père et de son frère aîné, il le résume en un mot : « *killed* ». Tués. Le photographe égrène les pays traversés : Pakistan, Iran, Turquie, Bulgarie, Serbie, Croatie, Italie... Deux ans plus tard, il arrive en France. « *Aujourd'hui, si on me demandait de partir d'ici, je ne pourrais pas. Je n'ai plus la force.* » »

# RENCONTRER



LOUIS WITTER / LE PICTORIUM

» « *Abdul est arrivé totalement démuné et traumatisé* », témoigne Georges Lafon, un septuagénaire qui l'a accueilli chez lui en novembre 2017. Par crainte, le jeune homme gardait la lumière allumée jour et nuit. « *Il arrivait d'un autre monde. Il parlait peu. Le plus urgent, c'étaient les soins et les papiers.* » Georges l'aide à comprendre comment circuler dans Paris, retirer de l'argent à un distributeur, prendre



**JE NE PRENDS PAS CES PHOTOS PARCE QUE ÇA ME PLAÎT. JE FAIS CES PHOTOS PARCE QU'IL LE FAUT !**



un train à l'heure. « *Il a grandi à la campagne, il n'est pas allé beaucoup à l'école, mais il apprend très vite.* » Le jeune Afghane a vécu deux ans et demi chez Georges : « *Tout s'est toujours très bien passé. C'est quelqu'un d'extraordinairement à l'écoute, qui comprend comment fonctionnent les gens même s'ils appartiennent à des milieux très différents du sien. Il ne les juge pas.* »

Sur la route des Balkans, Abdul photographie les exilés avec son téléphone portable. La police le lui confisque, le casse en morceaux. En Serbie, une femme sensible à sa démarche lui donne un appareil photo pour qu'il continue. On lui propose d'exposer. Récemment, il s'est acheté un Leica. « *Il est petit, c'est pratique. J'aime bien travailler en 35 mm, cela m'oblige à être proche des gens.* » Les appareils avec un long zoom, très peu pour lui : « *On n'est pas dans un zoo.* »

« *Avant de photographier les gens, je leur dis que c'est important de parler de ce que l'on vit, nous, les migrants.* » Il espère qu'avec ses photos, les choses vont changer. « *Je ne peux rien leur promettre, mais je dois essayer.* » Si quelqu'un refuse d'être photographié, il n'insiste pas. « *Maintenant, à Calais et à Grande-Synthe, certains migrants me connaissent. Il y en a qui m'ont vu à la télé. Ils me disent : "Ce que tu dis vient de nos cœurs."* »

Louis Witter, photographe lui aussi, a rencontré son homologue afghan à Calais voici un an. « *Ses images changent la représentation des personnes exilées que l'on peut avoir.* »

Souvent, elles souhaitent ne pas être photographiées ou ne pas être reconnaissables. « *Abdul, lui, prend le temps de parler aux gens, de comprendre leur parcours. Ceux qu'il photographie sont toujours d'accord. Il y en a même qui sourient. Il est super proche des gens.* »

Aujourd'hui, Abdul vend ses photographies à des journaux, comme le Times. « *Parfois, on me demande si j'aime faire ce que je fais. Cette question me surprend toujours. Je ne prends pas ces photos parce que ça me plaît. Je fais ces photos parce qu'il le faut !* »

Le jour où je rencontre Abdul est à l'image de sa vie actuelle : le matin à Toulouse, le midi à Paris, le soir à Calais. À Toulouse, il donne des cours de photos aux Beaux-Arts. À Calais, il fait des photos pour faire évoluer la situation : « *Je voudrais qu'il n'y ait plus de campements, qu'il y ait des voies légales de migration. Si je veux que les choses changent, je dois faire ce qui est à ma portée.* » À Paris, il se ressource grâce à ses amis, ceux qui sont presque devenus une nouvelle famille. Il y a aussi ses repères : des restos bangladais, pakistanaï, indiens ou afghans pas trop chers, autour de la Gare du Nord ; un salon de coiffure à Barbès. « *Tout doucement, je me suis habitué à la France. Maintenant, je suis content d'être ici.* » Aujourd'hui, assure-t-il, la France, c'est comme chez lui. ■



**Découvrir le site d'Abdul Saboor :**  
[abdulsaboorjan123.wixsite.com/abdulsaboor](http://abdulsaboorjan123.wixsite.com/abdulsaboor)



## SOUS LES PAVÉS, LE PRÉ

PAR **BENJAMIN SÈZE** PHOTOS : **GUILLAUME RIVIERE**

Depuis bientôt trois ans, le terrain de Bordeblanche, une friche de 20 000 m<sup>2</sup> située au cœur du quartier des Pradettes, à Toulouse, est au centre d'une négociation entre la mairie et un collectif d'associations et d'habitants du quartier. Ce dernier se mobilise pour convaincre l'équipe municipale de ne pas vendre le terrain à des promoteurs immobiliers. Il voudrait y créer une ferme urbaine.



GUILLAUME RIVIERE / SCOT

▲ Depuis son réaménagement en 2015, la place des Pradettes est devenue le cœur du quartier. Un marché s'y tient tous les samedis matin.

Situé à l'ouest de Toulouse, le quartier des Pradettes a vu sa population fortement augmenter ces dernières décennies. Depuis trois ans, un collectif d'associations et d'habitants se bat avec la mairie depuis trois ans pour que la dernière friche verte publique du quartier, le terrain de Bordeblanche, ne soit pas vendu à des promoteurs pour la construction de 300 logements supplémentaires. Sur ces 20 000 m<sup>2</sup> situés dans la partie la plus densifiée des Pradettes, ils souhaitent développer une ferme maraîchère, un jardin pédagogique et des potagers collectifs, ainsi qu'une salle de spectacle.

## Martine

« Certains habitants du quartier nous demandent : "Vous voulez faire quoi ici ? Ce n'est qu'un terrain vague". Mais, moi, je ne le vois pas comme ça. Je ne sais pas comment l'expliquer... J'observe plein de choses qui s'y passent. » Chaudement vêtue d'un anorak rose et d'un bonnet en tissu polaire, Martine Taillemite déambule sur la friche de Bordeblanche. Tout en foulant, avec ses chaussures de randonnée, les herbes hautes encore trempées de la dernière averse, elle cherche les mots justes pour nous permettre d'imaginer tout ce qu'elle perçoit dans cet « écosystème » : la diversité des plantes, les insectes qui pullulent comme les oiseaux qui nichent dans les haies. Martine fait partie de l'association Natures-Pradettes qui défend le projet de ferme urbaine. Ce qui lui tient à cœur, « c'est d'amener les gens à ce qu'ils étaient avant, et vers quoi ils se sont éloi-

gnés pour diverses raisons ». À savoir : manger sainement et avoir un jardin. Dans le quartier voisin de Reynerie, où elle vit, « beaucoup d'habitants sont des enfants d'immigrants. Leurs parents avaient, dans leur pays, un bout de terrain où ils cultivaient des fruits et des légumes qu'ils cuisinaient ». Quand elle leur parle de la ferme urbaine, elle n'a pas l'impression « de leur faire violence », mais plutôt que « ça sonne vrai dans leur tête », que « ça répond à quelque chose ». Il y a un réel besoin, est-elle persuadée. « Mais dans le dialogue avec la mairie, on est face à des personnes qui ne raisonnent que par l'argent. Elles ne sont pas d'accord pour mesurer tout l'apport humain et environnemental, regrette Martine. Du coup, c'est compliqué. On se bat face à des gens qui ne nous entendent pas. » Soudain, ses yeux bleus se plissent, elle se met à rire. « Oups, je suis en train de dire du mal de mon

patron. » Depuis qu'elle s'est installée à Toulouse, il y a deux ans, cette quinquagénaire travaille comme contractuelle dans une école municipale où elle fait le ménage.

**Militante écologiste.** « *J'ai toujours été militante, sous diverses formes* », assure-t-elle. Elle ne sait pas vraiment l'expliquer, suppose que cela lui vient de l'opposition à son père, « *quelqu'un de fermé qui avait peur de tout ce qu'il ne connaissait pas. Mais il n'avait pas d'arguments, donc je n'étais pas convaincue* ». Sa fibre écologique aussi remonte à son enfance. Ses parents, mariniers, convoiaient des péniches. « *C'était une vie de nomades, proche de la nature, se souvient Martine. Nous vivions de pêche et de cueillette, avec, toujours, le souci de prendre juste ce dont nous avons besoin pour en laisser à ceux qui passeraient derrière nous.* » Martine a vécu à

Nancy, où elle a grandi, puis dans le Jura, vingt ans, avec son mari et leurs deux enfants. « *J'étais caissière en grande surface.* » C'est en 2009, après s'être séparée de son mari, qu'elle a débarqué dans le Sud-Ouest, pour rejoindre une communauté Emmaüs dans le Tarn-et-Garonne. Une expérience riche, humainement, mais au bout d'un moment la vie communautaire a commencé à lui peser. Les années qui ont suivi ont été rythmées par les déménagements et les petits boulots (en chantier d'insertion, comme ouvrière agricole en intérim, en faisant la plonge et le ménage dans un hôtel), jusqu'à son installation à Toulouse, en 2019. « *Comme je n'ai pas le permis, je cherchais une grande ville avec des transports en commun pour être indépendante. Et puis c'est surtout là qu'il y a du travail.* » En arrivant au pied des barres du quartier Reynerie, elle avoue avoir songé à repartir. « *Je débarquais de la campagne, ça m'a fait un choc.* » Mais la vue depuis son balcon sur les platanes et les jardins partagés qui bordent le parking l'a « *réconciliée avec l'idée de vivre ici* ». En mai 2020, à la fin du confinement, ne trouvant pas de parcelle disponible pour »

▼ **Malik Beldjoudi sur la friche de Bordeblanche, où l'association Natures-Pradettes souhaite créer une ferme urbaine, un jardin pédagogique et des jardins collectifs.**



GUILAUME RIVIERE / SCSF

## REPÈRES

### Mai 2019

Présentée par trois habitants des Pradettes, dans le cadre d'un appel à projet de la mairie, l'idée d'une ferme urbaine et de jardins collectifs sur le terrain de Bordeblanche est plébiscitée par les Toulousains. La mairie choisit de financer un jardin partagé de 2500 m<sup>2</sup>.

### Janvier 2020

L'association Natures-Pradettes est créée pour porter le projet de ferme urbaine.

### Décembre 2020

La mairie de Toulouse accorde à Natures-Pradettes un délai de 15 mois pour structurer son projet, avant de décider de vendre ou non le terrain à des promoteurs immobiliers comme initialement prévu.

### Février 2021

Natures-Pradettes est lauréate de l'appel à projet « *Ma solution pour le Climat* » de la Région Occitanie.

### Mars 2022

Le 26, une marche citoyenne et festive est prévue dans le quartier pour défendre le projet de ferme urbaine.

### Avril 2022

Après remise de son dossier par Natures-Pradettes, la mairie doit annoncer sa décision finale.

# EXPLORER



► Depuis plusieurs semaines, les membres de Natures-Pradettes vont à la rencontre des habitants du quartier pour les informer du projet de ferme urbaine que soutient l'association.

» » jardiner en bas de son immeuble, Martine s'est mise à chercher un projet de jardin autour de chez elle. « C'est là que je suis tombée sur un article, dans la presse locale, qui parlait de l'association Natures-Pradettes. Il y avait un numéro de téléphone. J'ai appelé et c'est Malik qui a décroché. »

## Malik

Malik Beldjoudi a failli annuler notre rendez-vous. « *Je suis crevé*, souffle-t-il, assis à la table de sa cuisine. *En ce moment, j'ai envie de lever le pied.* » Le bras de fer avec le maire, autour de l'avenir de la friche de Bordeblanche, épuise ce professeur de collègue de 49 ans, vice-président de l'association Natures-Pradettes. Ancien ingénieur dans l'industrie aéronautique et spatiale, reconverti dans l'enseignement des mathématiques, Malik est investi à fond, depuis bientôt dix ans, dans la vie du quartier. Au risque parfois de frôler le *burn out*, comme en cette

soirée de novembre où nous le rencontrons. En 2013, lorsqu'il a quitté le monde industriel, en quête de sens, cet engagement citoyen a été salvateur, confie-t-il. « *J'étais en pleine bourre, mais au chômage, il fallait que j'utilise mon temps et mon énergie, sinon je somrais dans la dépression.* » Il a alors intégré la commission Vivre ensemble du collectif associatif des Pradettes. « À l'époque on ne vivait pas ensemble dans le quartier », considère l'enseignant. Depuis, les choses ont changé, observe-t-il. Et ce, grâce à la forte mobilisation associative et citoyenne dont il a



GUILLAUME RIVIERE / SCOP

été un élément moteur. « En 2015, nous avons lancé le projet Cap 2030 dans le but d'améliorer la qualité de vie aux Pradettes. » Aujourd'hui, les résultats sont là, assure-t-il. Et de donner deux chiffres : « Il y a eu 6 événements festifs dans le quartier en 2013, contre 55 en 2021. » Le symbole de ce renouveau est le réaménagement en 2015 de la place des Pradettes. « C'était un lieu glauque avec un square pourri et une contre-allée qui faisait office de "Drive" du trafic de drogue, se souvient-il. Les habitants, notamment les femmes, ne s'y attardaient pas à cause de la présence massive

de dealers. » En 2014, le collectif des associations établit une liste des dysfonctionnements du lieu qu'il soumet au maire du quartier. Quelques mois plus tard, la contre-allée est supprimée et le square complètement repensé. « La municipalité s'est emparée de notre diagnostic pour faire un super projet », se réjouit Malik. La place est devenue un lieu de vie. Des concerts y sont organisés et un marché s'y tient tous les samedis matin. « Ce marché, c'est notre Facebook local, s'amuse le professeur de maths. Il a une fonction sociale essentielle, on y croise des personnes de toutes origines et de toutes catégories socioprofessionnelles. »

**Mixité sociale.** Malik tient à ce mélange qui fait la particularité des Pradettes. « Ici, il y a des riches, des pauvres et toute une palette de situations intermédiaires qui font le lien entre les deux », décrit-il. Pour lui, cette mixité, qui n'existe ni dans le quartier bourgeois voisin de Lardenne ni dans les quartiers populaires environnants du Mirail et de Reynerie, est « plus qu'importante, c'est le seul modèle de société viable ». Or elle ne se décrète pas, souligne-t-il : « Il faut la promouvoir, l'encourager, notamment via les enfants pour qui les problématiques d'origine sociale ou culturelle ne sont pas prégnantes comme chez les adultes. Beaucoup de fêtes qu'on organise sont pensées pour eux. Pour qu'ils s'approprient leur territoire, s'y sentent bien. Leurs parents les voient heureux et sont recon-

ciés avec cette diversité. » Pour lui, le projet de ferme urbaine s'inscrit dans cette dynamique. Mêlant des enjeux sociaux (notamment d'accès à une bonne alimentation), éducatifs et écologiques, il répond à des aspirations diverses au sein du quartier. De plus, les jardins pédagogiques,

mis à disposition des écoles, et les jardins collectifs, ouverts à tous, seront des lieux de travail en commun. Malik en est convaincu : le « vivre ensemble » passe par le « faire en-

“

**LA MIXITÉ SOCIALE  
NE SE DÉCRÈTE PAS. IL  
FAUT LA PROMOUVOIR,  
L'ENCOURAGER,  
NOTAMMENT PAR LE «FAIRE  
ENSEMBLE »**

”

semble ». Comment faire en sorte que tout le monde soit intéressé par ce lieu et surtout se sente légitime pour s'y rendre ? « C'est une vraie question, admet-il. Comment attirer ceux qu'on ne voit jamais ? » Pour lui, il n'y a pas dix mille solutions, il faut aller vers eux et les écouter. Le reste : les mails, les annonces dans le journal du quartier, « ça ne marche pas ». Il a pu le constater en organisant au collège des cafés de parents. « Un mot dans le carnet de correspondance, ça ne sert à rien. Pour qu'ils viennent, il faut les appeler. » Malik mise sur un travail de porte à porte effectué par l'association à caractère social Le Pavé qui est en lien avec les personnes et les familles en situation de précarité. Céline, 45 ans, qui vit aux Pradettes et élève seule son garçon de quatre ans, ne sait plus exactement comment elle a eu connaissance du projet de ferme urbaine. Peut-être justement par l'association Le Pavé auprès de laquelle elle récupère chaque semaine un panier solidaire garni de fruits et légumes bios. »»

# EXPLORER

## » Céline

« Ne faites pas attention aux boîtes aux lettres défoncées et aux parties communes abîmées », s'excuse presque Céline, en ouvrant la porte du hall de son immeuble. Elle s'est installée il y a cinq ans dans ce deux pièces de 46 m<sup>2</sup> situé à deux pas de la place des Pradettes. Touchée par une maladie qui la fatigue énormément, elle reçoit l'allocation aux adultes handicapés (AAH). Lorsqu'elle a payé son loyer et ses charges, il lui reste un peu moins de vingt euros par jour pour elle et son fils. Depuis un an et demi, elle va à l'épicerie sociale pour pouvoir mettre un peu d'argent de côté. Auparavant, elle faisait ses courses chez Aldi. « Je

prenais toujours les premiers prix, explique-t-elle. Des Knacki, du jambon par paquet de dix tranches... Même des escalopes de dinde, je ne pouvais pas m'en payer. » De temps en



**AU CONTACT DE LA TERRE,  
MON FILS POURRAIT SE  
PRÉPARER À ÊTRE UN  
ADULTE QUI MANGE  
SAINEMENT.**



temps, elle se rendait à la distribution alimentaire. « On nous donnait essentiellement des boîtes de conserve et des pâtes. » L'épicerie

lui a permis de diversifier son alimentation. C'est important pour elle de pouvoir « manger dignement ». Elle a appris l'existence des paniers bios solidaires grâce à un tract. L'initiative l'a intéressée. « C'est meilleur pour la santé, et puis l'écologie fait partie de ma culture familiale », explique la jeune femme originaire de Lorraine.

**Un lieu fédérateur.** Son état de fatigue l'empêche de participer aux réunions autour de la ferme urbaine. Mais elle soutient le projet à cent pour cent. « Ça peut apporter davantage de convivialité », estime-t-elle. Sans attache familiale, elle s'est longtemps sentie isolée aux Pradettes. Elle a essayé de créer du lien avec d'autres parents dans les parcs. « Mais les personnes sont peu réceptives. » Ce n'est qu'au mois de septembre dernier, en adhérant aux paniers solidaires, qu'elle a enfin trouvé du répondant. « Des gens sympas qui m'ont facilement donné leurs numéros, se réjouit-elle. C'est peut-être le cadre associatif qui inspire confiance. » Elle voit dans la ferme urbaine qui pourrait voir le jour, un « lieu fédérateur ». Elle s'imagine déjà dans le jardin collectif, « en train de discuter tout en bêchant, avec les enfants qui jouent à côté ». Elle pense aussi à son fils qui, au contact de la terre, pourrait « apprendre beaucoup de choses et se préparer à être un adulte qui mange sainement ».

Cette dimension éducative est au cœur de l'engagement d'Estelle Barbier qui vit dans une zone résidentielle du nord des Pradettes.

## Estelle

Chevelure blonde, coupée au carré, Estelle vient de se garer devant le pavillon de crépi rose qu'elle ha-

## POSITIONNEMENT

**NICOLAS SÉNÉ**, CHARGÉ D'ANIMATION AU DÉPARTEMENT TERRITOIRES ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL DU SECOURS CATHOLIQUE

## L'INTÉRÊT DU PROCESSUS C'EST AUSSI (ET SURTOUT) TOUT CE QUI SE PASSE PENDANT

« Dans cette mobilisation pour la création d'une ferme urbaine, les habitants du quartier des Pradettes, à Toulouse, défendent quelque chose qui a du sens pour eux, dans leur quotidien et dans leur environnement immédiat. Ce n'est pas un combat idéologique. Au secours catholique, cela rejoint l'idée de changement social local (CSL) que l'on promeut et qui vise une amélioration durable de la situation des habitants d'un territoire. Le CSL ne peut pas être quelque chose qui tombe d'en haut. Ce sont des personnes qui se mobilisent, réfléchissent ensemble à leurs besoins, entrent en dialogue avec les institutions, avancent, rencontrent des obstacles, ont envie de baisser les bras, puis se remotivent ou non. Ce qui est intéressant dans ce processus, ce n'est pas seulement ce qui va en naître, l'aboutissement du projet, c'est aussi tout ce qui se passe pendant. Tout ce qui aura été vécu est important, collectivement et individuellement. Collectivement parce que cela redonne aux populations du pouvoir d'agir sur leur propre vie et leur environnement. Individuellement parce que dans le processus collectif, on se transforme nous-même. Le CSL nous enrichit personnellement. » ■



GUILAUME RIVIÈRE / SCOF

▲ Une étudiante toulousaine en licence Espace et nouvelles pratiques urbaines, présente à Estelle Barbier le travail d'analyse mené par les élèves de sa promotion sur la friche de Bordeblanche.

bite depuis onze ans avec son mari et leurs deux enfants, aujourd'hui adolescents. « Désolée, c'est un peu la course le samedi, entre les entraînements de basket et les anniversaires », sourit cette ingénieure en biotechnologie. Elle est investie au sein de l'association Natures-Pradettes comme responsable du jardin pédagogique. « Mes grands-parents avaient un jardin vivrier où, petite, je jardinais avec eux, se souvient-elle. C'est important, cette transmission. » Estelle regrette qu'on ait « perdu le lien avec la nature qui est pourtant source de bien-être. Mettre les mains dans la

terre, planter une graine, la regarder pousser et voir le fruit de son travail, c'est satisfaisant et enrichissant. » Elle aurait aimé pour ses enfants qu'un tel lieu existe lorsqu'elle et sa famille se sont installées dans le quartier. C'était en 2010, « un peu sur un malentendu », confie-t-elle. Auparavant, ils vivaient au Lardenne, à quelques pâtés de maisons. « Lorsqu'on a voulu acheter, on n'a pas trouvé là-bas. Et l'agent immobilier nous a dit : "C'est comme au Lardenne ici". On n'a pas cherché plus loin. »

« Démarrer quelque chose ». Une fois installés, ils se sont rendu compte auprès d'amis que les Pradettes n'avaient pas bonne réputation. « Au début, ça nous a fait peur. On a hésité à mettre nos enfants dans le privé, dit-elle. Finalement, on ne l'a pas fait et on ne le regrette pas. Notre fille et notre fils ont des amis de toutes origines et

c'est très bien. » Elle apprécie cette mixité « équilibrée » et pense que le projet de ferme urbaine pourrait contribuer à « maintenir un bon climat social, voire l'améliorer ». À l'instar de Malik, elle s'interroge sur la manière de fédérer autour du projet les habitants des zones QPV (quartiers prioritaires de la politique de la ville). La mairie a pour l'instant accepté la mise en place d'un jardin partagé de 2 500 m<sup>2</sup>. Elle a aussi donné son accord pour la création du jardin pédagogique, mais celui-ci ne sera qu'éphémère. Un compromis loin des ambitions de Natures-Pradettes, mais dont l'intérêt « est de nous permettre de démarrer quelque chose, pense Estelle. En étant visible, le projet va davantage susciter la curiosité et l'intérêt de personnes que nous avons du mal à atteindre aujourd'hui ». ■



ABDUL SABOOR

## POINT DE VUE

### BELGRADE - SERBIE

**« JE SENS À NOUVEAU LA FUMÉE, LE FROID, L'OBSCURITÉ. »**

J'ai pris cette photo à Belgrade, en Serbie, durant mon exil depuis l'Afghanistan. Il s'agit d'un campement de réfugiés, près d'une gare. J'ai vécu là pendant un an, aux côtés de 1 200 autres migrants — des hommes de tous âges — qui tentaient comme moi de traverser l'Europe. Les conditions de vie étaient très dures : nous n'avions pas de douches, pas de toilettes, pas d'électricité. Des associations nous apportaient de quoi nous nourrir. Il faisait très froid. Nous faisons du feu pour nous réchauffer, si bien que l'endroit était envahi par la fumée. J'ai pris de nombreuses photos pour garder trace de ce quotidien. Il n'y avait rien d'autre à faire. Les réfugiés ont accepté facilement : je vivais parmi eux, j'étais l'un d'entre eux. J'ai commencé à les photographier avec mon téléphone, puis avec mon appareil. Aujourd'hui, quand je regarde cette photo, je sens à nouveau la fumée, le froid, l'obscurité. Le rayon de soleil que l'on voit était notre seule source de lumière. Cette photo reflète les mauvais souvenirs, mais aussi les bons moments passés avec mes amis, à cuisiner, à boire, à discuter. ■

© **ABDUL SABOOR** est né en 1992, quelque part dans les montagnes aux confins du Pakistan et de l'Afghanistan. C'est dans ce pays qu'il grandit, avant de le fuir, en 2015, sa vie étant directement menacée par les talibans. Pakistan, Iran, Turquie, Bulgarie, Serbie, Croatie, Italie... deux ans plus tard, il arrive en France. Il y obtient le statut de réfugié en 2019. Sur la route, il a commencé à photographier ses compagnons d'exil. Un travail — et même un impératif à ses yeux — qu'il poursuit aujourd'hui sur le littoral nord français. Lire son portrait p. 28

 [abdulsaboorian123.wixsite.com/abdulsaboor](https://abdulsaboorian123.wixsite.com/abdulsaboor)

# QUI RUISSELLE MENT.

par Besse & La Blanche

La théorie du ruisellement, c'est que l'argent des riches "ruisselle" vers les pauvres.



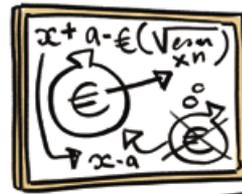
Ainsi, les pauvres bénéficieraient indirectement de l'argent donné aux riches (ou de leurs baisses d'impôts).



Cette théorie "économique" est complètement idiote.



D'abord, parce qu'elle n'est pas économique. Aucun économiste ne l'a jamais démontrée.



C'est juste une métaphore politique pour justifier les cadeaux aux plus fortunés.



La raison pour laquelle ça ne marche pas est simple.



Alors que ça marche très bien avec les pauvres.



Moralité : mieux vaut donner de l'argent aux pauvres, il ira très vite dans la poche des riches.



C'EST QUOI LA FRATERNITÉ ? UN SYMBOLE, UNE DEVISE GRAVÉE DANS LA PIERRE, UNE BELLE IDÉE DE L'HUMANITÉ QUI NOUS REND FIER. MAIS ÇA NE DOIT PLUS RESTER UNE PROMESSE EN L'AIR, LA FRATERNITÉ MAINTENANT, IL FAUT LA FAIRE. ET CE N'EST PAS FACILE. LA FIN DE LA PAUVRETÉ N'EST PAS POUR DEMAIN, ON NE VA PAS SE MENTIR. MAIS LAISSER FAIRE, LAISSER TOMBER, CE SERAIT ENCORE PIRE. ALORS IL FAUT POUVOIR REGARDER EN FACE CEUX QUI NE TROUVENT PLUS LEUR PLACE, LEUR DIRE QU'ON EST TOUS SOLIDAIRES, QUE ÇA POURRAIT ÊTRE NOUS DANS LA GALÈRE. ALORS C'EST QUOI LA FRATERNITÉ ? UN ENFANT QU'ON ACCOMPAGNE DANS SA SCOLARITÉ ? UNE GRAND-MÈRE QUI SE SENT UTILE ET AIMÉE ? UN COIN DE TERRE, UN BOUT DE JARDIN OÙ ON PEUT ENCORE SE SENTIR BIEN ? UNE MAIN QUE L'ON TEND DANS LES CRISES ET LES TEMPÊTES ? UN LARGE SOURIRE QUI DIT « C'EST BON, ÇA Y EST, VOUS Y ÊTES » ? OU LA CHALEUR D'UN BON CAFÉ POUR SE POSER, POUR TOUT RACONTER ? C'EST TOUT ÇA LA FRATERNITÉ, C'EST REFUSER LES INÉGALITÉS OU LA PRÉCARITÉ. PEU IMPORTE CE QU'ON FAIT OU CE QUI NOUS Pousse À LE FAIRE, L'IMPORTANT EST D'AGIR, DE MONTRER QU'ON EST TOUS FRÈRES. MÊME SI C'EST PEU, MÊME SI CE N'EST PAS TOUT LE TEMPS, LE JOUR OÙ VOUS COMMENCEREZ SERA TOUJOURS LE BON MOMENT. VOUS PENSEZ QUE LA FRATERNITÉ NE VA RIEN RÉGLER ? NOUS, ON PROPOSE JUSTE UN TRUC : ET SI ON ESSAYAIT ? PARCE QU'IL SUFFIRAIT QU'ON LE DÉCIDE, VOUS, NOUS, MAINTENANT ET ÇA CHANGERAIT LA VIE DE MILLIONS DE GENS.

**LA FRATERNITÉ  
N'EST PAS UNE  
PROMESSE EN L'AIR,  
C'EST UNE RÉVOLUTION  
ET ENSEMBLE  
ON PEUT LA FAIRE.**

**REJOIGNEZ LA**  
**#REVOLUTIONFRATERNELLE**  
[revolutionfraternelle.org](http://revolutionfraternelle.org)

